

AVEC QUOI CHOISSISSENT LES GENS, LA TÊTE OU LA POCHE?

**ÉTUDE DU VOT EN FRANCE ET EN
ESPAGNE PENDANT LES CRISES
ÉCONOMIQUES GLOBALES DU
CAPITALISME**

TRAVAIL DE RECHERCHE

Pseudonyme de l'auteur: Madame Rosa

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	5
2. SYSTÈME ÉLECTORAL ET LÉGISLATIF DE LA FRANCE.....	8
2.1. Les institutions législatives	8
2.1.1. L'Assemblée Nationale	8
2.1.2. Le Sénat	9
2.2. Les élections	10
2.2.1. Les élections présidentielles	10
2.2.2. Les élections législatives	11
3. SYSTÈME ÉLECTORAL ET LÉGISLATIF DE L'ESPAGNE.....	13
3.1. Les institutions législatives	13
3.1.1. La Chambre des députés	13
3.1.2. Le Sénat	14
3.2. Les élections	15
3.2.1. Les élections à la Chambre des députés.....	15
3.2.2. Le Sénat	15
4. LA CRISE DU PÉTROLE (1973 – 1977)	16
4.1. Qu'est-ce que c'est la crise du Pétrole de 1973 ?	16
4.2. Contexte français	17
4.2.1. Les débuts de la Cinquième République	17
4.2.2. Révoltes de mai 1968	18
4.2.3. Situation économique aux débuts des années soixante-dix	21
4.2.4. Les élections présidentielles de 1974	22
4.2.5. Conclusions	25
4.3. Contexte espagnol	26

4.3.1. Les dernières années du régime de Franco	26
4.3.2. Situation économique aux débuts des années soixante-dix	28
4.3.3. Transition politique.....	29
4.3.4. Élections constituintes de 1977	30
4.3.5. Conclusions	32
4.4. Comparaison entre les deux états	33
5. CRISE DU SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN (1992 – 1996)	35
5.1. Qu'est-ce que c'est cette crise ?	35
5.2. Comment a fini cette crise ?	36
5.3. Contexte français.....	36
5.3.1. Les élections présidentielles de 1995	38
5.3.2. Conclusions	40
5.4. Contexte espagnol.....	41
5.4.1. Les élections générales de 1993	43
5.4.2. Conclusions	46
5.5. Comparaison des deux états	47
6. CRISE BANCAIRE MONDIALE DE 2007	49
6.1.- Quels sont les causes de cette crise ?	49
6.1.1. La crise boursière aux États-Unis	49
6.1.2. L'éclat de la bulle immobilière.....	50
6.2. Contexte français.....	51
6.2.1. Les élections présidentielles de 2012	53
6.2.2. Conclusions	56
6.3. Contexte espagnol.....	56
6.3.1. Les élections générales de 2011	62
6.3.2. Les élections générales de 2015 et 2016	64

6.3.3. Conclusions	68
6.4. Comparaison des deux états	68
7. CONCLUSION	70
8. SOURCES D'INFORMATION	73
8.1. Bibliographie.....	73
8.2. Textes légaux.....	74
8.3. Institutions publiques	75
8.4. Articles et documents en ligne.....	76
8.5. Webgraphie	79
8.6. Ressources linguistiques	83

1. INTRODUCTION

La politique et l'économie sont toujours liées, mais jusqu'à quel point une peut influencer l'autre ?

Mon travail de recherche analyse comment influencent les crises économiques globales au comportement de vote d'une population déterminée pendant un laps de temps. Pour découvrir ce comportement de la sociologie électorale, j'ai analysé et comparé les résultats des élections de deux pays voisins, comme l'Espagne et la France.

- Crise du pétrole (1973 – 1977)
- Crise du Système Monétaire Européen (1992 – 1996) -
Crise bancaire mondiale qui a commencé en 2007.

Néanmoins, comme ce sont trois périodes qui affectent aux pays de l'OCDE ce sont plus abordables de les analyser.

L'étude consiste à analyser les données macroéconomiques des respectifs pays, établir quelles ont été les crises globales qui leur ont touché à eux et à vérifier si le comportement électoral de leurs respectives populations a été affecté pendant les périodes déjà mentionnées.

En premier lieu, j'ai dû me concentrer sur l'analyse des trois étapes de crise déjà mentionnées et laisser à côté d'autres variables (mouvements d'indépendance et sécessionnistes, rapports internationales, crises sociales ou naissance et développement de partis politiques depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale), qui sont aussi très importantes, à cause de l'extension de mon étude, qui commençait à être trop vaste et très incontrôlable pour une seule personne.

Mes études ont mis l'accent sur vérifier l'hypothèse suivante : « une des variables la plus importante pour avoir un changement dans le gouvernement d'un État est, si plus non, l'existence d'une longue crise économique ». Je n'ai pas cherché la responsabilité dans les crises globales de la France et l'Espagne, sinon comment chaque une de leurs administrations a tenté de faire face à l'adversité et comment leur population a répondu juste le moment d'exercer son suffrage, c'est-à-dire, de voter.

Pendant toute la recherche, j'ai vu que dans chaque période de temps analysée, un changement de gouvernement où un changement radical en la tendance s'est produit en à la fois dans les deux pays, et cela indique que l'hypothèse est vraie.

Les difficultés auxquelles, j'ai dû faire face, ont été, en premier lieu, une assez dure, la langue dans laquelle j'ai écrit le travail, qui a été le français et elle n'est pas ma langue maternelle. En deuxième lieu, une difficulté de recherche à cause des défauts de données spécifiques d'études socioélectorales pour faire une analyse comme j'avais prévu de la faire en un premier moment. Cependant, j'ai décidé de faire une étude analytique dont il y a des informations fragmentées. Et en somme, comme j'ai basé ma recherche sur une période actuelle, j'ai dû attendre à des données de l'actualité de l'Espagne et de la France pour pouvoir établir les conclusions ; de l'Espagne il a fallu attendre jusqu'à l'investiture de M. Mariano Rajoy (30 octobre 2016) et en France, au résultat des primaires du parti conservateur français (27 novembre 2016) et la décision de M. François Hollande de n'être pas le candidat (30 novembre 2016). Les données sont très actuelles et cela a été difficile d'encadrer, car elles changeaient assez vite.

Ce travail a été géré pour Mme Teresa Macià Cid, à laquelle je remercie le suivi qu'elle a fait de la recherche et par ses consignes, sa guide et son aide à arriver jusqu'à la fin. Elle m'a encouragé pendant tous les moments. En deuxième lieu, à la professeure de langue Mme Olga Preixens, avec son aide, ses constantes

nuances et corrections de la langue utilisée. Je voudrais remercier aussi aux professeurs de sciences sociales Mme Eva Messeguer et Mme Mònica Marañón pour me donner des idées, ressources et solutions aux problèmes méthodologiques pour réaliser cette recherche, au politologue M. Enric H. Manzano, expert en sociologie politique et électorale et aussi à la juriste Mme Carme de A. Artés, pour son encouragement et son aide avec l'information juridique.

D'autre côté, remercier à tous ces qui m'ont donné soutien moral, en commençant par mes parents et ma sœur, qui ont été toujours inquiétés pour le développement du travail, à mes amis et amies et à mes copains de Batxibac, qui toujours luttent pour ce projet de la main des professeurs qui travaillent beaucoup pour notre éducation, Mme Teresa Macià, Mme Ivette Freixa, Mme Olga Preixens et Mme M^a Jesús Freixa.

Dans cette recherche, il y a des astérisques (*) après des concepts clés. Ces concepts peuvent être politiques, partis politiques ou personnages historiques qui sont expliqués aux annexes. Le premier point de l'annexe correspond aux termes politiques, le deuxième aux partis politiques et le troisième aux personnages historiques. Il y a un quatrième point avec des graphiques économiques.

2. SYSTÈME ÉLECTORAL ET LÉGISLATIF DE LA FRANCE

La France est une république depuis 1870, avec la proclamation de la Troisième République (1870-1940). Chaque changement constitutionnel marque le changement du numéro de république. Depuis 1959, on se trouve dans la Cinquième République française.

2.1. Les institutions législatives

La France est un état composé par deux institutions législatives* (Annexe, page 9), l'Assemblée Nationale et le Sénat.

2.1.1. L'Assemblée Nationale

L'Assemblée Nationale est la chambre basse de la France. Elle est composée par cinq cents soixante-dix-sept députés élus par suffrage universel* (Annexe, page 9) toutes les cinq années. L'Assemblée Nationale fait des propositions de loi et les députés les peuvent réussir ou refuser. Après l'adoption d'une loi, cette loi doit être réussie par le Sénat, mais si elle n'est pas adoptée, peut retourner à l'Assemblée Nationale parce que cette institution l'adopte avec une votation de majorité simple, donc l'Assemblée Nationale a le droit d'avoir le dernier mot sans prendre en considération l'opinion du Sénat.

Le système de choix des députés est un suffrage universel divisé en les circonscriptions* (Annexe, page 3) territoriales. Chaque circonscription correspond à la division administrative des départements français. Chaque département élit un numéro concret de députés en fonction de sa population. Un système distributif est utilisé dans les cent deux départements. Après les élections, les députés élus sont rassemblés en groupes idéologiques en

correspondant aux partis politiques qui se sont présentés aux élections. Depuis 1959, il y a toujours trois groupes parlementaires qui ont une représentation. Ces sont le Parti Socialiste* (Annexe, page 16), l'Union pour un Mouvement Populaire* (Annexe, page 18) et le Front National* (Annexe, page 14).

Dans l'Assemblée, il y a un bureau qui contrôle le fonctionnement de l'institution et qui travaille pour l'organisation des séances. Ce bureau est composé par le Président, qui est le quatrième personnage d'état (après le président de la République, le Premier ministre et le Président du Sénat). Ce Président est aidé par les six vice-présidents et douze secrétaires. Pendant les séances et les débats, le Président est le modérateur et il dit quand la séance commence et quand la séance doit finir. Il est élu dans la première votation de la législature par majorité simple.

Dans l'institution, il y a des commissions composées par des députés qui travaillent par un sujet concret. Par exemple, la commission des affaires culturelles, des affaires européennes, des finances, etc. Avec ces commissions, le Bureau a une aide quand est le moment de rédiger quelque loi d'un sujet concret où quand une affaire doit être enquêtée.

En ce moment-là, la France est plongée dans la législature numéro quatorze de la Cinquième République, qui finira l'année 2017. L'Assemblée Nationale est à Paris, au Palais Bourbon.

2.1.2. Le Sénat

Le Sénat est la chambre haute de la France. C'est aussi la chambre territoriale de la France. Il est composé par trois cents quarante-huit sénateurs élus par suffrage universel indirect* (Annexe, page 10) toutes les six années. Les sénateurs se sont organisés en groupes politiques, et il faut que chaque group

ait quinze députés pour obtenir un groupe propre, sinon, ces députés devraient aller au groupe mixte. Les sénateurs sont élus par suffrage indirect. Cela signifie que sont les députations provinciales qui choisissent les sénateurs et sont renouvelés toutes les trois années.

Dans le territoire européen il y a soixante-dix-huit circonscriptions qui choisissent leurs représentants en fonction de sa population, plus vingt-quatre circonscriptions correspondant aux différents territoires d'outre-mer. Ces vingt-quatre administrations ont des assemblées territoriales propres, et sont ces institutions qui choisissent des représentants au Sénat.

Le Sénat reçoit des lois que l'Assemblée Nationale a adoptées pour revoter ces lois et il réaffirme leur approbation. Si dans le Sénat les lois sont refusées, elles retournent à l'Assemblée et la chambre basse les vote pour dernière fois et le résultat est le définitif.

Comme dans la chambre basse, il y a un Bureau composé par un Président, qui est le troisième personnage d'État (après le président de la République et le Premier ministre) et huit vice-présidents, trois questeurs et quatorze secrétaires. Ces personnes travaillent en l'organisation du Sénat et ses séances. Le Président est aussi le modérateur des débats et il dit quand commencent et quand finissent les séances.

Le Sénat est au Palais de Luxembourg, à Paris.

2.2. Les élections

2.2.1. Les élections présidentielles

L'élection présidentielle est faite par suffrage universel direct* (Annexe, page 10) à laquelle les différents candidats se présentent tous les cinq années. Il y a deux tours. Dans le premier, tout citoyen âgé de dix-huit années peut se présenter et dans la seconde (la semaine après du premier tour) seulement les deux candidats qui ont les plus suffrages dans la première tour peuvent se présenter. Si dans le premier tour il y a un candidat avec plus de 50 % des votes, il ou elle est élu président de la République, mais jamais dans l'histoire de la Cinquième République française cette situation s'est produite.

Comme norme générale, ont passé toujours au second tour le Parti Socialiste (de centre gauche) et le Parti Conservateur (de centre droite), mais en 2002, les partis qui ont obtenu la place pour le second tour ont été le Parti Conservateur avec Jacques Chirac* (Annexe, page 20) et le Front National avec Jean-Marie Le Pen* (Annexe, page 21). Après le premier tour, le Parti Socialiste, commandé par Lionel Jospin* (Annexe, page 21), a demandé le vote en second tour du candidat conservateur. Cette contradiction c'était le fruit de l'accord des partis majoritaires en contre du Front National, un parti d'idéologie ultraconservatrice, antieuropéenne et ultra-catholique.

Le Président la République est élu pour cinq années, avec la possibilité de se présenter à la réélection. Mais, avant d'un référendum* (Annexe, page 9) l'année 2000, dans lequel le 73,5 % de la population a voté à faveur du changement, le président de la République était élu par sept années et pas pour cinq années.

2.2.2. Les élections législatives

Les élections législatives sont les comices pour choisir les députés qui vont former de l'Assemblée Nationale. Ils sont élus pour cinq années. Elles sont des élections à deux tours et dans le second tour, tous les partis politiques qui ont obtenu plus de 12,5 % dans le premier tour peuvent se présenter. Ils sont des élections avec des listes fermées* (Annexe, page 8). Les députés sont élus par

circonscriptions, avec un système de division territorial. Ce système avec deux tours empêche que des partis nationalistes minoritaires puissent obtenir de représentation à la chambre nationale en faveur des partis nationaux.

3. SYSTÈME ÉLECTORAL ET LÉGISLATIF DE L'ESPAGNE

L'Espagne est une monarchie parlementaire, comme la Constitution de 1978 établit. Avant de l'adoption de cette constitution* (Annexe, page 4), jamais il y a eu en Espagne un système politique* (Annexe, page 10) démocratique, stable et durable.

3.1. Les institutions législatives

En Espagne, il y a un système bicaméral au lequel il y a la Chambre des députés, qui est la chambre basse et une seconde, chambre, le Sénat, qui est la chambre haute.

3.1.1. La Chambre des députés

La Chambre des députés est la chambre basse qui est composée par trois cents cinquante députés. Ces députés sont élus pour quatre années avec listes fermées par provinces. Ils sont rassemblés en groupes politiques en concernant aux idéologies politiques. Pour avoir un groupe parlementaire, il faut avoir cinq députés et le 15 % des suffrages en toutes les circonscriptions où le parti politique s'est présenté, mais le Bureau peut donner le consentement d'obtenir un groupe parlementaire propre à quelque parti comme exception. Les députés sont élus dans les quarante-huit circonscriptions qui choisissent le numéro de représentants en fonction de leur population, plus Ceuta et Melilla qui ont un représentant chaque une. Dans cette chambre, le Président du Gouvernement est choisi.

Ce Bureau est composé par un Président, qui est le Second personnage d'État (après du Président du gouvernement). De plus, quatre vice-présidents et

quatre secrétaires organisent toutes les fonctions de la Chambre de Députés et les séances. Le Président du gouvernement est élu en cette chambre en deux tours. Dans le premier tour, le candidat doit obtenir cent soixante-seize suffrages à faveur et dans la seconde (si dans le premier tour, le candidat n'a obtenu pas cent soixante-seize votes à faveur) il faut avoir plus votes positifs que négatifs, c'est-à-dire, une majorité simple.

Dans cette chambre, il y a des groupes de commissions qui traitent quelques sujets et proposent textes de loi. Ces textes doivent être réussis par la Chambre des députés et le Sénat, mais la Chambre des députés a le droit du dernier mot si le Sénat n'adopte pas la loi.

La Chambre des députés est au Palais des Cortès, à Madrid.

3.1.2. Le Sénat

Le Sénat est la chambre haute qui est composée par deux cents soixantesix sénateurs. Ces sénateurs sont élus par deux systèmes. Le premier est le suffrage universel direct avec unes élections toutes les quatre années avec listes ouvertes* (Annexe, page 8). Quatre sénateurs par province sont choisis. Les autres cinquante-huit sénateurs sont désignés par les dix-sept parlements des autonomies. De plus, les conseils insulaires, choisissent ses sénateurs en fonction de leur population.

L'organisation de l'institution, les séances et des débats est contrôlée par le Bureau composé par le Président, qui est le troisième personnage d'État, deux vice-présidents et quatre secrétaires. Le Sénat est la chambre où les lois sont votées par deuxième fois après de leur approbation dans la Chambre des députés. Si le Sénat ne réussit pas la loi, cette loi retourne à la Chambre des députés pour être votée une dernière fois.

Le Sénat est au Palais du Sénat, à Madrid.

3.2. Les élections

3.2.1. Les élections à la Chambre des députés

Les élections à la Chambre de Députés sont des élections qui se célèbrent tous les quatre années et elles sont de listes fermées. Les députés se choisissent par circonscription et les députés par circonscriptions dépendent de la démographie de chaque province.

La votation plus importante de chaque législature est l'élection du Président. Cette c'est indirecte, donc la population ne vote pas directement et sont les représentants élus dans cette chambre qui choisissent le Président. La Constitution de 1978 octroie plus de possibilités pour trouver le consensus et assurer l'élection d'un Président, par exemple, n'est pas nécessaire être député par devenir président et les accords d'après des élections permettent que se choisisse un président qui ne forme partie du groupe parlementaire avec plus de députés. Ce système qui garantit était créé par assurée la présence d'un Président démocratiquement élu après les quarante années de régime franquiste.

3.2.2. Le Sénat

Les élections à la chambre haute sont tous les quatre années, le même jour que les élections à la Chambre des députés, mais avec un système de listes ouvertes, dans lesquelles la population choisi trois candidats. Dans chaque province se choisissent les quatre sénateurs avec plus des votes. Dans les conseils des îles, trois sénateurs sont choisis et dans les villes autonomes, deux. Les autres sénateurs sont élus par suffrage universel indirect, parce que les citoyens choisissent des parlementaires autonomiques et sont ces représentants régionaux qui choisissent les sénateurs territoriaux.

4. LA CRISE DU PÉTROLE (1973 – 1977)

La quatrième guerre entre les pays d'Orient arabes et l'Israël, qui s'est devenue en octobre 1973 a causé la première crise économique globale* (Annexe, page 4). Mais, comment est-ce qu'une guerre de dix-neuf jours a pu provoquer une crise mondiale qui a duré cinq années ?

4.1. Qu'est-ce que c'est la crise du Pétrole de 1973 ?

La crise du Pétrole de 1973, connue aussi comme la première crise pétrolière, est une conséquence du barrage commercial* (Annexe, page 3) des pays d'Orient qui exportaient pétrole (OPEP), contre les pays occidentaux après que ces pays ont donné aide militaire à l'Israël pendant la Guerre de Yom Kippour.

La Guerre du Yom Kippour est une guerre qui affronte l'Israël contre l'Égypte et la Syrie. Ces deux pays arabes ont décidé de faire une attaque militaire contre Israël le jour 6 octobre 1973. Justement, le 6 octobre est la fête juive de Yom Kippour, la plus sacrée du calendrier juif. Dans une antérieure guerre, la Guerre des Six Jours (1967), l'Égypte a perdu le territoire de la Péninsule du Sinaï et le 6 octobre 1973 ils ont attaqué ce territoire qui était contrôlé par l'Israël. La Syrie, qui dans l'intérieure guerre déjà mentionnée a perdu le territoire des Plateau de Golan, a fait une attaque sur ce territoire perdu le même jour que son allié, l'Égypte.

Les premiers jours de guerre, des victoires arabes sont obtenues. Devant de l'imminente défaite d'Israël, les puissances occidentales, commandées par les États-Unis et la Grande-Bretagne (en sachant qu'un échec de l'armée israélienne pourrait développer un déséquilibre dans ce territoire) ils ont décidé d'injecter une politique d'armement de support militaire à l'armée de l'Israël. Dix-neuf jours après du début de la guerre, les pays sont arrivés à l'armistice. L'Israël a gagné la guerre parce que c'était un pays avec une force militaire très supérieure à laquelle que ses ennemies avaient.

Avant de finir la guerre, le 16 octobre 1973, devant de l'indignation des pays arabes à cause du support occidental en faveur de son allié juif, ils ont décidé de n'envoyer pas plus pétrole à l'occident. Ces pays étaient les états qui forment l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) : l'Arabie Saoudite, Koweït, l'Algérie, Libye, Égypte, Qatar, des Émirats Arabes Unis, Bahrein, Irak et Syrie.

Après la récupération de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), pendant les années 1960' et 1970', la croissance économique occidentale, s'est basée en l'industrialisation des biens de consommation en substitution d'une antérieure industrie qui fabriquait seulement armement. Cette industrie besoin d'une source d'énergie de bas prix et illimitée, le pétrole, et dans ses années, les pays qui exportaient la plus partie de cette source ont été les pays arabes. Cette relation est connue comme dépendance énergétique* (Annexe, page 5).

Au même instant, avec le barrage, le pays nord-américain et ses alliés de l'Europe Occidentale, avaient un accès très limité au pétrole et comme conséquence, en deux semaines, le prix de cette source énergétique a monté plus d'un 175 %. La crise était globale parce que l'apogée du prix du pétrole était la cause d'un incrément généralisé des prix de tous les produits qui sont dérivés du pétrole, comme le gasoil, plastiques, aliments, produits chimiques, produits textiles et l'électricité, entre d'autres.

Alors, comment est-ce que la France et l'Espagne sont arrivées à cette crise-là ?

4.2. Contexte français

Aux débuts de la décennie de 1970, la France était dessous le contexte historique de la Cinquième République française, qui a commencé en 1959 et le président de la République pendant ce moment était Georges Pompidou* (Annexe, page 22), du Parti Conservateur.

4.2.1. Les débuts de la Cinquième République

Après le conflit algérien* (Annexe, page 4), le président de la République, Charles de Gaulle* (Annexe, page 20), a rédigé une nouvelle Constitution que les citoyens ont adoptée par référendum le 28 septembre 1958, avec un 79,25 % de votes en faveur et une participation du 85 %. D'abord, la Cinquième République française est née, et le 21 décembre 1958 de Gaulle devient Président avec le 78 % des votes dans les élections présidentielles.

Dans le contexte économique, la France est dans une époque glorieuse économique et industrielle, qu'on appelle les *Trente Glorieuses*. Ce sont trente années de croissance économique (la moyenne de la croissance économique de la période était, entre 1944 et 1968, de 4,1 % chaque année et une inflation contrôlée entre le 3 % et le 4 %) mais cette époque, à la seconde moitié des années soixante-dix, a commencé à finir et le chômage, de plus en plus, a commencé à monter.

4.2.2. Révoltes de mai 1968

Une apogée du chômage avait commencé l'année 1968 et le gouvernement a devenu très usé. Le chômage, qu'avant de l'année 1967 était du 2 %, monte en une année plus d'un 1,3 % et se situe en un 3,3 % de la population active* (Annexe, page 9). Cela représente que plus de deux cents trente mil personnes ont perdu son emploi en une année. D'abord, en avril 1968, une révolte estudiantine a été formée à cause des pacifistes qui étaient en contre de la Guerre du Vietnam* (Annexe, page 7) et d'une mauvaise gestion du système universitaire. Cette mauvaise gestion était le résultat d'un enseignement traditionnel obsolète, une insuffisance des ressources et des menaces de sélection.

Les premiers incidents de cette crise se sont produits à l'Université de

Nanterre, à l'île de France. Dans cette université, quelques mouvements de gauches sont nés et ils seront qui ont publié la révolte, et ils se sont affrontés violemment en avril 1968 aux mouvements d'étudiants de droites. Le 2 mai 1968, à cause des révoltes cette université a étonné ses classes.

D'abord, le jour après, le 3 mai, les révoltes ont commencé à la capitale, Paris. L'exécutif du Président Charles de Gaulle a répondu avec violence et dans le cœur de l'Université de la Sorbonne, se sont faites plus de cinq cents arrestations qui ont provoqué immédiatement la solidarité de la communauté d'étudiants. Les affrontements entre le milieu d'étudiants et la gendarmerie étaient en train de devenir plus violents avec l'utilisation de cocktails Molotov, contre-charges, la gazéification aux manifestants avec des gaz et substances lacrymogènes et aussi l'instauration de barricades. La révolte a été diffusée par radio, animé par le syndicat étudiant l'UNEF* (Annexe, page 18), et aux lycées et écoles supérieures des comités d'action lycéens, CAL* (Annexe, page 12), sont formés. Depuis ce moment là, la révolte est devenue aussi en une crise sociale.

Pendant des grèves planifiées au détail et des négociations infructueuses, les ouvriers ont décidé de contrer plus durement l'intransigeance de la patronale. La soirée du 14 mai, ceux de Sud Aviation, dans la banlieue de Nantes, occupent leur usine et séquestrent le directeur. Les 15 et 16, la grève gagne les usines Renault de Cléon et Sandouville (Seine-Maritime), Flins et Boulogne-Billancourt. Progressivement, jusqu'au le 22 mai, et sans mot d'ordre syndical national, le mouvement s'étend. Le pays se retrouve paralysé à cause d'onze millions de grévistes déclarés (et la population active était de 20 millions de personnes, donc, plus de la moitié de la population active française était en faisant grève). Dans les usines, les bureaux, les services publics et dans secteur des transports, toutes les activités du travail sont cessées.

Il s'agit d'une situation inédite : dans les dernières grèves, les grévistes n'avaient été que 2 millions, et le seul secteur privé avait été touché. Nées spontanément, les grèves de mai 1968 ne sont encadrées qu'à posteriori par les syndicats, qui collent cependant autant que possible au mouvement, tentant de le traduire en revendications négociables.

Pendant ce processus, il y avait des divergences de l'Assemblée, entre les gauchistes (groupes d'étudiants, communistes...), qui souhaitent un changement radical de la structure et qui défendent les revendications des grévistes, et les députés qui ne voulaient pas accepter ces demandes.

Cela entraîne que le 24 mai, le président de la République Française, Charles de Gaulle, a annoncé sa démission et il a convoqué des élections anticipées pour tenter de créer une nouvelle étape sociale, économique et universitaire.

Le 27 mai, le gouvernement avec des syndicats et du patronat signe les Accords de Grenelle, qui portent essentiellement sur une augmentation de 10 % des salaires et une revalorisation de 35 % du salaire minimum interprofessionnel garanti, le SMIG. Mais, avec toutes ces réformes, il y avait qui a considéré qu'ils devraient continuer avec la grève.

En conclusion, ayant en considération que la réponse du gouvernement français face aux demandes et pétitions de la classe moyenne de changements économiques et politiques a été l'utilisation de la violence et la répression, la seule chose que la France obtient est une apogée de la conflictualité entre différents secteurs jusqu'au point que cela provoque un changement de gouvernement et un changement des structures économiques de la classe moyenne.

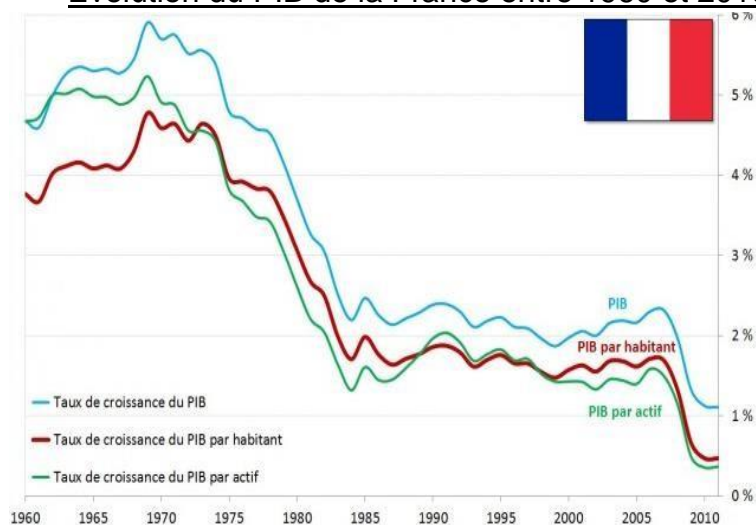
4.2.3. Situation économique aux débuts des années soixante-dix

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945, la France s'est dotée d'une large période d'expansion économique, grâce surtout à une industrie modernisée et une forte agriculture mécanisée. Avec la création de la Communauté économique européenne (CEE)* (Annexe, page 4) en 1957, la France devient donc une grande puissance agricole. L'économie française a l'aidé aussi de l'industrie métallurgique et de la chimie. Aux débuts des années soixante-dix, la France est devenue un pays avec un haut niveau de vie : il y a une amélioration dans les services de transports, de télécommunications, des assurances, du commerce et les banques se sont montées les donations particulières de crédit.

En 1973, une forte récession* (Annexe, page 9) est déclenchée à cause du prix du pétrole. La sidérurgie et l'industrie chimique commencent son déclin. Cela sera la cause de la demande d'une main-d'œuvre à meilleur marché. Les citoyennes françaises refusent des salaires plus baises et il y a une demeure sociale. Le secteur le plus affecté a été l'agricole, car il a représenté 25 % des actifs en 1958 et en 1980, il a représenté 9 %.

Pendant cette crise, il y a eu l'incorporation de la femme au marché du travail, en provoquant une croissance de la proportion de la population active et cela a été la conséquence de l'apogée du tertiaire secteur. Cette incorporation compense la diminution de la population active pendant la crise de 1973. Avec la croissance des services, un exode rural et des changements démographiques se sont produits. En 1977, la population qui vivait en villes, était 77 %, vingt points plus qu'en 1965.

Evolution du PIB de la France entre 1960 et 2010



SOURCE: *Journal Libération*. <http://rue89.nouvelobs.com/2014/05/04/>

4.2.4. Les élections présidentielles de 1974

Les élections de 1974 ont été les quatrièmes de la Cinquième République française, convoquées préalablement à cause du défoncement du président Georges Pompidou. Le gouvernement de l'UDR* (Annexe, page 18) (Union des Démocrates pour la République) a fini et le parti est divisé en trois secteurs. Le premier candidat a été Jacques Chaban-Delmas, ancien Premier ministre entre 1969 et 1972 avec Pompidou et un des dirigeants du l'UDR. Le deuxième candidat de ce parti était Valéry Giscard d'Estaing* (Annexe, page 21), ministre de l'Économie et des Finances, chef des républicains indépendants. Le troisième candidat était Jean Royer, ministre des Poste et Télécommunications.




L'autre grand parti, était le Parti Socialiste, qu'avec une alliance avec le Parti Communiste, est devenue une force politique très importante. Son candidat était François Mitterrand* (Annexe, page 22). Par contre, le secteur plus conservateur du Parti Socialiste a été en contre de cette alliance avec les communistes.

Il y avait des autres formations politiques avec des candidats pour la présidence. Dans le secteur de la droite, on trouve Jean-Marie Le Pen et dans

secteur de l'extrême gauche, on trouve Alain Krivine et Arlette Laguiller, aussi appelées "trotskistes". Les autres candidats étaient le réformiste Émile Muller, le bonapartiste Bertrand Renouvin et les européistes Guy Héraud et Jean-Claude Sebag. Un dernier candidat à considérer est René Dumont, un agronome qui a voulu dénoncer les problèmes de son secteur pendant la campagne électorale.

Le premier tour des élections était convoqué le 5 mai 1974, et tous les sondages électoraux disaient que la victoire était entre Mitterrand (Parti Socialiste), Giscard d'Estaing (républicain) et Chaban-Delmas (UDR). Les résultats étaient les suivants :

Résultats du premier tour des élections présidentielles de 1974

France entière									
Inscrits		Abstentions		Votants		Blancs ou nuls		Exprimés	
30 603 223	100,00%	4 775 919	15,61%	25 775 743	84,23%	236 243	0,92%	25 538 636	99,08%
Nom	Parti			Voix	%	+			
François Mitterrand				11 044 373	43,25%				
Valéry Giscard d'Estaing	Républicains indépendants			8 326 774	32,60%				
Jacques Chaban-Delmas				3 857 728	15,11%				
Jean Royer	DVD			810 540	3,17%				
Arlette Laguiller				595 247	2,33%				
René Dumont	ECO			337 800	1,32%				
Jean-Marie Le Pen				190 921	0,75%				
Emile Muller	Mouvement démocrate-socialiste de France			176 279	0,69%				
Alain Krivine	Front communiste révolutionnaire			93 990	0,37%				
Bertrand Renouvin	Nouvelle action royaliste			43 722	0,17%				
Jean-Claude Sebag	Mouvement fédéraliste européen			42 007	0,16%				
Guy Héraud	Parti fédéraliste européen			19 255	0,08%				

SOURCE : <http://www.politiquemania.com/presidentielles-1974-france.html>

Le Parti Socialiste a obtenu la victoire du premier tour, avec le 43,25 % des suffrages. Le deuxième lieu, était disputé entre Giscard d'Estaing et Chaban-Delmas. Les "estagnistes" ont obtenu la place pour le second tour, grâce aux vents de jeunesse et la bonne organisation de son parti pendant la campagne

électorale. Ils ont présenté aussi une image d'un parti plus de centre que de droites, il a donc gagné des votes des citoyens modérés qui avaient voté le Parti Socialiste en 1969, mais qu'à cause de l'alliance avec les communistes, a changés leur vote.

Comme il n'y avait pas un candidat avec plus de 50 % des suffrages, deux dimanches après, le second tour s'est célébré.

Il y avait un facteur important dans le second tour, et ce facteur est que l'abstention* (Annexe, page 3) a descendu en un million d'électeurs -de 4 827 210 (15,77 %) en premier tour jusqu'à 3 876 180 (12,66 %)-. Elle a descendu un 3,11 %. C'était la première fois qu'en France, l'abstention a descendu en second tour.

Comment est-ce que Giscard d'Estaing a gagné plus de cinq millions des suffrages ? Les enquêtes et les sondages électoraux ont dit que les deux blocs, la gauche et le centre droit que chacun avait le 43 % des supports. Les autres citoyens, étaient nommés le secteur "critique" (qui n'a décidé pas à quel candidat votera en second tour).

Le secteur critique était formé par un 10 % de personnes indécises et par un 4 % des votants en premier tour de Jacques Chaban-Delmas qui ne se sont pas positionnés. Le 10 % d'indécises se sont procédés en plusieurs partie de personnes de classe ouvrière et de gauches mais avec peur et rejet au communisme (à cause de l'alliance des socialistes de Mitterrand avec le Parti Communiste). Les enquêtes faites entre le premier tour et le deuxième, ont dit que les plusieurs parts de ce secteur valorisent meilleure à Giscard d'Estaing qu'à Mitterrand comme président de la République. Alors, le 4 % de votants de Delmas qui formaient la petite partie du secteur critique ont décidé de donner son support à Giscard d'Estaing parce que donner support aux communistes n'était pas son idée ni en premier tour ni en aucun moment du processus électoral. Par contre,

les votantes ouvrières critiques ont été divisées, et la moitié ont donné support au candidat socialiste et l'autre au candidat de centre droit, et cette division provoquera que Giscard d'Estaing a gagné en second tour à Mitterrand, qui a gagné le premier tour.

Alors, avec une différence de moins d'un million de suffrages, et 1,62 % des votes, Valéry Giscard d'Estaing a gagné les élections présidentielles, étaient la première et unique fois que le candidat qui a obtenu la deuxième place dans le premier tour gagné le second tour.

Résultats du second tour des élections présidentielles de 1974

France entière				
Inscrits	Abstentions	Votants	Blancs ou nuls	Exprimés
30 600 775	3 824 081	26 724 595	356 184	26 367 807
100,00%	12,50%	87,33%	1,33%	98,66%
Nom	Parti	Voix	%	+
Valéry Giscard d'Estaing	Républicains indépendants	13 396 203	50,81%	
François Mitterrand		12 971 604	49,19%	

SOURCE: <http://www.politiquemania.com/presidentielles-1974-france.html>

4.2.5. Conclusions

À la fin des années soixante, une crise économique, marqué par l'apogée du chômage et une crise identitaire avec une forte critique au libérateur de la patrie, Charles de Gaulle se sont produites pour une nouvelle génération de jeunes françaises qui n'ont pas combattu dans la Seconde Guerre mondiale. Aux débuts des années 1970, l'acharnement de la crise économique cause un apogée des votes aux partis de gauches.

En 1974, la tentative intégratrice des partis de gauche mauvaise vu par les électeurs modérés à cause du radicalisme du Parti Communiste dans le contexte de la Guerre Froide échouait en second tour en faveur d'un candidat plus jeune

et modéré du parti conservateur, mais dans ces élections, pour première fois, la gauche a gagné presque en trente années avec quasiment trois millions de votes.

Cependant, le changement du gouvernement n'est pas obtenu par l'union de la droite en second tour et la peur au Parti Communiste.

4.3. Contexte espagnol

4.3.1. Les dernières années du régime de Franco

L'Espagne a été soumise à un régime dictatorial pendant quarante ans, depuis la victoire du général Franco dans la Guerre Civil Espagnole (1936-1939) jusqu'à sa mort en 1975.

Selon le point de vue politique, le régime franquiste, comme toute dictature n'a pas permis aucune des libertés ou des droits politiques minimales atteignables en une démocratie. La répression aux républicains a été sauvage. Les processus judiciaires très sommaires, fusillades, tortures et disparitions se sont produites pendant les années quarante et cinquante.

À la fin des années 1950', il y avait une mauvaise situation économique produite pour l'épuisement des réserves de la Banque, l'inflation* (Annexe, page 7) et le déficit des comptes publics* (Annexe, page 5). La pression internationale n'était pas une aide à cette situation. À niveau politique, le régime dictatorial s'est dénommé démocratie organique basée dans le national catholicisme* (Annexe, page 9), et la répression est faite à tout mouvement critique avec le régime.

En 1951 les premières grèves générales ont commencé. La première était la conséquence de l'apogée du prix du tramway de la ville de Barcelone en vingt centimes. Alors, les citoyens ont demandé que le prix se remette aux prix originaux, mais les protestes ouvrières se sont succédées, et cinq années après, en 1956, les mouvements universitaires de Barcelone et Madrid s'unissent aux

ouvrières en demandant, tous ensembles, droits démocratiques en contre de la politique autoritaire du régime.

Comme conséquence, Franco a fait un changement de gouvernement en 1957 en cherchant le développement économique et la construction d'un régime plus stable. Il a donné plus de pouvoir au vice-président, Carrero Blanco et cela a provoqué que des technocrates* (Annexe, page 10) entrent au gouvernement.

Depuis les années soixante, le même régime sait qu'il a besoin d'une rénovation formelle et profonde par se consolider, mais sans céder aucune réforme démocratique. Ils ont fait la tentative de céder liberté à la presse et la liberté religieuse, mais la censure a continué et il ne peut pas y avoir une personne d'un culte différent au chrétien.

Tandis que tous ces changements se sont produits, les partis politiques et politiciens exilés ont commencé à s'organiser. Le Euzko Alderdi Jeltzalea – Partido Nacionalista Vasco* (Annexe, page 13) en Euskadi pour défendre le nationalisme basque de forme pacifique, pour se différencier d'ETA* (Annexe, page 14), le Partit Socialista Unificat de Catalunya* (Annexe, page 16) et Convergència Democràtica de Catalunya* (Annexe, page 13), qui s'organisent en France et Esquerra Republicana de Catalunya* (Annexe, page 13), qui gouverne la Generalitat de Catalunya à l'exil en Mexico dessous la présidence de Josep Tarradellas* (Annexe, page 23). À niveaux nationaux, il y avait le Partido Socialista Obrero Español* (Annexe, page 16), qui en 1962 s'est réuni en Munich par organiser une opposition au régime, mais sans l'aide du Partido Comunista de España* (Annexe, page 15). Les forces de la gauche ont choisi en 1974 à Suresnes une nouvelle direction et une nouvelle orientation commandées par Felipe González* (Annexe, page 21).

À toute cette crise politique et économique, se somme le blocage des pays européens (échec d'entrer à la Communauté Économique Européenne) et la

perdue des anciens vestiges des colonies pendant l'empire : perdue du Maroc en 1956, Guinée Équatoriale en 1968 et Ifni en 1969. Une semaine avant de la décède de Franco en 1975, la Marche Verte* (Annexe, page 8) au Maroc a obtenu que l'Espagne perdît le contrôle de la région du Sahara Occidentale.

À la fin de la décennie des soixante, il y avait la claire existence d'un mouvement antifranquiste organisé et avec un fort soutien en Espagne. Quatre groupes terroristes existaient en ce moment : les indépendantistes ETA (Pays Basque) et Terra Lliure* (Annexe, page 17) en Catalogne et les d'ultragauche, le Frente Revolucionario Antifascista y Patriota, FRAP* (Annexe, page 14), et les Grupos Revolucionarios Antifascistas Primero de Octubre, GRAPO* (Annexe, page 15).

Aussi, des grèves convoquées par les étudiants universitaires sont continuées à Madrid, Barcelone et Bilbao, en demandant droites politiques, et en Asturies, une grève des mineurs s'étend à 500 000 ouvriers. La réponse du régime a été toujours la même : la répression. L'exemple plus clair est le Conseil de Guerre de Burgos en 1970, envoie massivement à la prison des chefs civils contraires au régime par action de la brigade politique sociale de la police nationale.

4.3.2. Situation économique aux débuts des années soixante-dix

Après la proposition des plans de stabilisation (1959), il y avait une volonté de corriger la politique économique de l'Espagne. Il se produit un fin de l'interventionnisme* (Annexe, page 7) et un début de libéralisation économique* (Annexe, page 7) des secteurs du commerce et de la finance (levée des obstacles aux importations et attraction des investissements étrangers). En 1958 les conventions collectives ont commencé à être signées par essayer de garantir quelques droits minimes sociaux et économiques aux classes ouvrières.

En 1964, les classes ouvrières sont ravitaillées des produits basiques pour parti du gouvernement avec l'intention de réduire l'extrême pauvreté dans laquelle le pays était soumis. Le régime a impulsé aussi cette politique pour finir avec le marché noir et l'estraperlo* (Annexe, page 6).

Aux débuts des années 1970', la peseta est dévaluée un 50 % en fonction du dollar. Cela a permis de recevoir des crédits extérieurs et d'accéder aux marchés internationaux. Quatre plans quadriennaux sont planifiés par aider à la modernisation et le développement économique de l'Espagne.

4.3.3. Transition politique

À la mort de Francisco Franco le 20 novembre de 1975, Arias Navarro* (Annexe, page 19) continue comme Président du gouvernement et un mois après, Juan Carlos de Bourbon* (Annexe, page 21) est nommé roi de l'Espagne et il est devenu chef d'État, mais les grèves générales, des manifestations et les demandes de changement de régime politique sont quotidiennes et généralisées en tout le territoire national. Ce mouvement a le support des pays occidentaux.

En juin 1976, Arias Navarro présente sa démission et en trois jours, le roi fait un virement total en perspective politique et proclame au réformiste Adolfo Suárez* (Annexe, page 23) comme nouveau Président de l'Espagne, avec l'objectif de démocratiser l'État, et en deux mois, il adopte de Loi de Réforme Politique et la soumet à référendum. Adolfo Suárez a créé un parti politique nommé Unión de Centro Democrático* (Annexe, page 17), dans lequel il fait la tentative d'unir les parties plus modérées de la société espagnole. On y pouvait trouver anciens ministres franquistes jusqu'à réformistes convaincus. Son but était réalisé une transition pactée et pas violente qui soit accordée par les deux

partis plus antagoniques : les militaires et les communistes (et autres minoritaires régionaux basques et catalanes)

La transition politique espagnole commence par l'approbation par référendum avec suffrage universel de la Loi de Réforme Politique en décembre 1976. Dans ce référendum, la participation du 77,8 % et le 94,7 % des votes ont été positifs et un 2,56 % en contre. Il faut dire que les partisans de la dictature ont préféré de n'aller pas à voter qu'aller à voter en négatif. À cause de cette position, il y avait plus de votes nuls* (Annexe, page 10) que négatifs.

Avec cette loi, l'Espagne est passé d'être une dictature à une démocratie avec le système politique de la monarchie parlementaire* (Annexe, page 9). Cette loi permettra aussi qu'en février 1977, pratiquement tous les partis politiques sont légalisés et le gouvernement provisoire convoque des élections aux Cortès générales en juin 1977, et en octobre de cette même année, le gouvernement d'Adolfo Suárez adopte la Loi d'Amnistie Politique.

4.3.4. Élections constituintes de 1977

Les premières élections démocratiques en un état encore pseudodictatorial se sont réalisées dans le contexte d'une grave crise économique (la première crise du pétrole) et dans un véritable transfert social, car des manifestations ouvrières et universitaires, des grèves en demandant meilleures conditions de travail et beaucoup d'attentats terroristes contre la police et les militaires se faisaient jour après jour.

Unes élections ne se peuvent pas convoquer en prétendant qu'elles soient libres si le parti antagonique au régime qui a gouverné l'Espagne pendant quarante années n'est pas légalisé. C'est pour cela que le gouvernement d'Adolfo Suárez a légalisé le Partido Comunista de España le 9 avril 1977. Tous les partis politiques vont aller donc aux élections constituintes le 15 juin 1977.

Les résultats étaient les suivants :

Cadre des résultats électorales de 1977 en Espagne

	votos	(%)*	escaños
Unión de Centro Democrático (UCD)	6.309.517	34,52	165
Partido Socialista Obrero Español (PSOE)	4.467.745	24,44	103
Alianza Popular (AP)	1.471.527	8,05	16
Partido Comunista de España (PCE)	1.150.774	6,30	12
Socialistes de Catalunya (PSC-PSOE)	870.362	4,76	15
Partido Socialista Popular - Unidad Socialista (PSP-US)	816.754	4,47	6
Partit Socialista Unificat de Catalunya (PSUC)	561.132	3,07	8
Pacte Democràtic per Catalunya (PDC)	514.647	2,82	11
Partido Nacionalista Vasco (PNV)	296.193	1,62	8
Coalición Electoral Unió del Centro i la Democracia Cristiana de Catalunya (UDC-CD)	172.791	0,95	2
Esquerra de Catalunya - Front Electoral Democràtic (EC-FED)	143.954	0,79	1
Candidatura Independiente del Centro (CIC)	67.017	0,37	2
Euskadiko Ezquerria - Izquierda de Euskadi (EE-IE)	61.417	0,34	1
Total	16.903.830		350
Otros**	1.374.255	7,52	
Total votos a candidaturas	18.278.085		
* Calculado en relación a los votos obtenidos por todas las candidaturas.			
** Candidaturas restantes que han obtenido votos pero no escaños.			

SOURCE: *Junta Electoral Central (Ministerio del Interior de Espagne)*

La surprise de ces élections n'était pas la victoire du parti du gouvernement qui commandait la transition (l'Union de Centro Democrático, lequel chef était le Président du gouvernement), sinon le mauvais résultat du Partido Comunista, le chef du lequel était Santiago Carrillo* (Annexe, page 19), qui a obtenu la troisième place, avec seulement 20 députés (12 du Partido Comunista de España et 8 du Partit Socialista Unificat de Catalunya).

La gauche a tourné autour le Partido Socialista Obrero Español, qui sous le leadership de Felipe González a obtenu 124 députés (103 du PSOE, 15 du Partit dels Socialistes de Catalunya et 6 du Partido Socialista Popular) et le parti a devenu la deuxième force politique plus importante de l'Espagne.

Aussi, l'unique parti politique qui a défendu une réforme dedans les postulats de l'ancien régime franquiste, Alliance Populaire* (Annexe, page 12),

avec Manuel Fraga* (Annexe, page 20) à la tête, ministre technocrate de l'Intérieur pendant les années soixante, a obtenu seulement 16 députés et la quatrième place.

Les minorités nationalistes du Catalogne et Pays Basque ont obtenu des bons résultats. Les partis catalans ont obtenu quatorze députés (onze du Pacte Democràtic per Catalunya menés par Jordi Pujol, deux d'Unió Democràtica de Catalunya menés par Miquel Roca et un député d'Esquerra Republicana de Catalunya, Heribert Barrera). Au Pays Basque, les nationalistes ont obtenu 9 députés : huit du Euzko Alderdi Jeltzalea – Partido Nacionalista Vasco et Euskadiko Ezkerra un.

4.3.5. Conclusions

L'Espagne, au moment des débuts de la crise en 1973, importait le 66 % de l'énergie utilisée, dont la crise énergétique n'affecté pas de forme directe à l'économie. Mais, les problèmes des pays qui importaient à l'Espagne ont affecté à l'Espagne gravement et de forme indirecte. Comme les derniers gouvernements franquistes n'ont pas fait rien pour enrayer l'auge du prix du pétrole, et avec la nouvelle situation internationale, le Banco de España perd 100 millions de dollars par jour des réserves extérieures, et, entre 1973 et 1977, les pertues étaient de 14 000 millions.

Aussi, les pertues des entreprises étaient de cents de mils de millions de pesetas et une auge de l'inflation. L'inflation en Espagne entre 1970 et 1979 était due 293 %, cependant que les pays de la Communauté Économique Européenne étaient, de moyenne, dus 141 %. Le chômage avant de la crise du pétrole était du 4,4 % (586 000 personnes) et aux débuts des années 1980, il est arrivé au 16,61 % (plus de deux millions de personnes sans emploi).

La crispation politique que comporte toute transition se le somme la crispation sociale que la crise économique du pétrole a produite. La magnitude de la tension sociale en Espagne à la fin des années soixante-dix a causé la nécessité un accord d'état par continuer le processus de transition. Ce pacte arrive le 25 octobre 1977, avec les connus Pactes de la Moncloa, que les Cortès vont revoter et réussir une autre fois en 1978.

Les Pactes de la Moncloa sont un accord d'état signé pour le gouvernement d'Espagne (dirigée par Adolfo Suárez de l'UCD), les principaux partis politiques de l'opposition et les agents sociaux plus importants du pays. Ils sont des accords politiques et économiques. Ces accords politiques que sont adoptés sont la définitive liberté de la presse et l'interdiction d'aucune censure, la séparation du pouvoir judiciaire et la réaffirmation de la structure du troisième pouvoir de l'état et le droit d'association syndicale.

Dans le sujet économique, les licenciements libres se sont reconnus. Aussi, les parties signataires ont accordé l'apogée des salaires en fonction de la croissance de l'IPC* (Annexe, page 7) et une dévaluation* (Annexe, page 5) de la peseta en 1978 par contrôler l'inflation et éviter l'imminente banqueroute du Banque d'Espagne comme conséquence de la crise pétrolière.

4.4. Comparaison entre les deux états

Bien que la France et l'Espagne, pendant la décennie des soixante-dix soient très difficiles à comparer parce qu'une est un état démocratique et l'autre, aux débuts, il est une dictature, on peut trouver des processus parallèles en les deux pays. Le premier est que les gouvernements plus autoritaires qu'a utilisés la répression légale pour essayer d'apaiser les mouvements contestataires ont échoué (Charles de Gaulle et Arias Navarro).

Le second est que non seulement les mouvements contestataires se sont nourris d'étudiants et de personnes qui demandent plus droits politiques, sinon qu'il y a une crise économique que provoque que les ouvriers et la classe moyenne se sont sommés aux manifestations. Sans cette contestation sociale de demandes économiques, les mouvements n'auraient pas obligé à réaliser les changements dans les gouvernements et les structures des états. En France, il y a les exemples de la révolution de mai 1968 et la première victoire du Parti Socialiste en unes élections à la Cinquième République française, et en Espagne, tout le processus qui a provoqué le changement du régime (d'une dictature à une monarchie parlementaire).

5. CRISE DU SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN (1992 – 1996)

5.1. Qu'est-ce que c'est cette crise ?

La crise du système monétaire européen de 1992 et 1993 est une crise au développement des structures de l'État Européen. En 1992, le traité de Maastricht est signé. Dans ce traité, la Communauté Économique Européenne a été dépassée et l'Europe se tendre à une union totale en sujets de politique et surtout, dans l'union financière. Ce sujet n'a été pas débattu dans les anciens traités antérieurs, comme le Traité de Rome de 1957* (Annexe, page 10), quand la CEE est fondée. Depuis ce moment, le CEE passera à se dire Union Européenne.

Par développer cette union du système monétaire européen (SME), les pays ont besoin que des multiples variables économiques de chaque un des états membres tendissent à une homogénéité. Cependant, la théorie que jusqu'à ce moment était valide, la de l'Europe des deux vitesses (les pays riches et les pays pauvres) a été cassé et tous les pays ont été obligés à prendre mesures économiques par avoir une égalité entre eux. Aux pays avec des index économiques plus bas se les a imposé unes conditions de convergence (entre quelques de ces mesures il y a l'interdiction de dévaluer la monnaie nationale) avec une période déterminée par s'égaliser aux index économiques des économies des pays plus développées.

Le déficit français entre l'année 1990 et l'année 1993 a monté le 227 % en proportion au Produit Intérieur Brute* (Annexe, page 9) et la dette, dans cette même période et en respect a la même variable, un 121 %. En Espagne, avec les mêmes magnitudes, le déficit dans cette période a monté un 153 % et la dette publique un 133 %. (Annexe, page 24)

Aussi, les pays avec meilleurs index ont été obligés à céder une partie de ses bénéfices par aider à améliorer les infrastructures des autres - fonds de cohésion* (Annexe, page 6) et fonds structurels* (Annexe, page 6) -, en créent cela que c'est arrivé à dire coopération monétaire pour première fois entre les pays européens.

La crise a commencé quand le Danemark n'adopte pas pour référendum en juin 1992 l'adhésion au Traité de Maastricht. Cette crise politique sera la cause de la crise économique du système monétaire européen de 1992-1993. Après ce résultat, beaucoup de pays ont refusé à ratifier ce traité moyennant un référendum et ils ont adopté ce traité avec une simple votation en ses respectives chambres législatives.

5.2. Comment a fini cette crise ?

La crise du SME a été résolue quand les conditions de convergence et les interdictions à certaines mesures économiques ont été freinées. La crise de la monnaie de 1993 finit après les réformes économiques qu'ont faites les pays affectés. L'Espagne et la France ont fait une dévaluation de ses respectives monnaies (la peseta espagnole et le franc français) après que l'interdiction de dévaluer a fini et le 2 août 1993, les pays du SME ont décidé de faire un changement dans les marges de flottement, de 2,25 % jusqu'à 15 %.

5.3. Contexte français

La crise de la monnaie de 1992 et 1993 n'était pas une crise qui a affecté par égal en Europe. Aux pays anglo-saxons était une crise financière sans graves conséquences politiques, mais aux pays du sud de l'Europe, surtout, la France,

l'Espagne, le Portugal et l'Italie était une crise qui a changé la politique économique de ces pays.

La chute brutale du PIB en l'Europe Continentale a développé une forte récession en 1992, la plus importante depuis de la crise du pétrole de 1973-1974. Le gouvernement français, mené pour le Président François Mitterrand (du Parti Socialiste) et avec un gouvernement commandé par le conservateur Jacques Chirac a décidé de lutter contre l'inflation, en baissant les taxes d'intérêt temporairement et faisant réformes d'austérité.

Les réformes économiques propulsées par le gouvernement de François Mitterrand n'ont fini pas le problème, il y avait donc trois conséquences économiques en France. En données macroéconomiques, la première c'est le retournement du cycle d'investissement après le boom de la seconde moitié des années quatre-vingt. La deuxième, l'éclatement des bulles financières et immobilières et le troisième, le resserrement des politiques monétaires en réaction de l'accélération de l'inflation. En relation au déficit public, juste avant de l'éclat de la crise du Système Monétaire Européen, on la trouve en taxes négatives du 3,8 % en fonction du PIB nominal. Et, à la fin de l'année 1994, cette même variable était dans le -5,6 %. Cela veut dire qu'elle s'est flambée un 147 %. (Annexe, page 26)

En relation aux données microéconomiques, la France a fini avec un chômage supérieur au 12 %, une taxe historique. Avant la crise, le chômage n'arrivait pas au 9 %.

Évolution du taux de chômage entre 1967 et 2005



SOURCE: *INSEE (Institut National de la Statistique et des Études Économiques)*

5.3.1. Les élections présidentielles de 1995

Les élections présidentielles de 1995 étaient convoquées par le Président François Mitterrand, du Parti Socialiste, à la fin de son second mandat comme chef du gouvernement. Il arrive avec la fin de la deuxième période de cohabitation. Cela signifie que le président de la République est d'une couleur politique différente au Premier ministre. En 1993, la droite a gagné les élections législatives, dont le Président François Mitterrand a nommé à Édouard Balladur Premier ministre.








Dans ces élections, il avait deux grands blocs. La gauche, uni sous Lionel Jospin, ancien ministre d'État et d'Économie et des Finances, qui a gagné les primaires du Parti Socialiste. Mais la droite était divisée en deux partis. Le premier candidat était Jacques Chirac, candidat de la RPR (Rassemblement pour la République), qui était Premier ministre avec Giscard d'Estaing entre 1974 et 1976 et avec la première cohabitation avec François Mitterrand entre 1986 et 1988. Aussi, il était connu par être le maire de Paris depuis 1977. L'autre candidat de la droite était Édouard Balladur, dissident de la RPR et fondateur de l'UDF (Union pour la Démocratie Française), qui a été Premier ministre et Ministre de l'Économie, des Finances et Privatisation. À cause de réformes adoptées

pendant la crise, il n'était pas très populaire et n'avait pas autant des supports comme l'autre candidat, Chirac.

Des autres candidats étaient le classique Jean-Marie Le Pen, candidat du Front Nationale, un parti d'ultra-droite, Robert Hue, du Parti Communiste, Arlette Laguiller, du parti de gauches Lutte Ouvrière, Philippe de Villiers, de Mouvement pour la France et Dominique Voynet, de Les Verts.

Le premier tour était convoqué le jour 23 avril, avec une participation du 78,38 % en premier tour. Le candidat avec plus de suffrages était Lionel Jospin, candidat du Parti Socialiste, avec 7 millions de voix (23,3 %). Mais le premier lieu était très disputé, donc le deuxième a obtenu seulement sept cents mil voix moins que Jospin, Jacques Chirac, qui a obtenu le 20,84 % des suffrages. La deuxième place était aussi disputée, dont le troisième et le quatrième ont obtenu seulement cinq points de différence avec Chirac. Le troisième a été Édouard Balladur, de l'UDF avec plus de cinq millions et demi de votes et le quatrième, Jean-Marie Le Pen, avec quatre millions et demi des suffrages. Avec ses résultats, les quatre candidats plus votés ont obtenu pratiquement le 80 % des suffrages.

Résultats du premier tour des élections présidentielles de 1995

France entière				
Inscrits	Abstentions	Votants	Blancs ou nuls	Exprimés
39 993 954	8 646 994	31 346 960	882 408	30 464 552
100,00%	21,62%	78,38%	2,81%	97,19%
Nom	Parti	Voix	%	+
Lionel Jospin		7 098 191	23,30%	
Jacques Chirac		6 348 696	20,84%	
Edouard Balladur		5 658 996	18,58%	
Jean-Marie Le Pen		4 571 138	15,00%	
Robert Hue		2 632 936	8,64%	
Arlette Laguiller		1 615 653	5,30%	
Philippe de Villiers	MPF	1 443 235	4,74%	
Dominique Voynet		1 010 738	3,32%	
Jacques Cheminade	Parti ouvrier européen	84 969	0,28%	

SOURCE: <http://www.politiquemania.com/presidentielles-1995-france.html>

Le second tour, le 7 mai 1995, avec un point plus de participation, a décidé le nouveau président de la République. Le socialiste Lionel Jospin a dupliqué ses suffrages, et il a obtenu 14 millions de voix. Ces suffrages n'étaient pas suffisants, et Chirac, qui était deuxième au premier tour, a gagné avec 15 millions sept cents mil voix, un million et demi plus que Jospin. La droite a gagné, donc aux votants de Chirac se sont sommés les votants en premier tour de Balladur (plus de cinq millions et demi) et les d'ultra-droite de Le Pen (quatre millions et demi).

L'élection de Chirac fini avec la deuxième période de cohabitation et le président de la République devient quelqu'un de droites, après de quatorze années de présidence socialiste. Depuis ce moment-là, le Président et le Premier ministre étaient du RPR, un parti de droites. Aussi, le Parti Socialiste commence sa décline et Lionel Jospin annonce sa retraite de la vie politique.

Résultats du second tour des élections présidentielles de 1995

France entière									
Inscrits		Abstentions		Votants		Blancs ou nuls		Exprimés	
39 976 944	100,00%	8 131 125	20,34%	31 845 819	79,66%	1 902 148	5,97%	29 943 671	94,03%
Nom	Parti			Voix	%	+			
Jacques Chirac				15 763 027	52,64%				
Lionel Jospin				14 180 644	47,36%				

SOURCE: <http://www.politiquemania.com/presidentielles-1995-france.html>

5.3.2. Conclusions

Comme dans les antérieurs cas, les élections présidentielles françaises convoquées à la fin d'avril et débuts de mai 1995 ont été marquées par la conjoncture économique et notre hypothèse a dit que cela suppose un changement dans l'attitude électorale française.

Quatorze années de gouvernement socialiste finissent avec l'irruption de Jacques Chirac, un politicien conservateur. La conjoncture économique était la

pire des dernières vingt années. En mars 1993, les citoyens commencent à punir au Parti Socialiste dans les élections législatives. Dans une chambre de 577 députés, le PS passait d'être la première force politique avec les 275 obtenus dans les législatives de 1988 à seulement 57 députés, en devenant un parti résiduel dans cette chambre. Le pouvoir conservateur s'est établi dans la chambre. La première force politique était la RPR (Rassemblement par la République) de Jacques Chirac avec 257 députés, suivi de l'UDF (Union pour la Démocratie Française) d'Édouard Balladur avec 215. Pour première fois dans la Cinquième République française, le 82 % des chambres législatives sont en mains des partis conservateurs.

Depuis 1994, les éclaboussements de corruption des hautes charges socialistes, la critique négative constante de la presse, une conjoncture économique défavorable qu'ont supposée un apogée du chômage et une diminution très marquée du PIB, accompagné d'une augmentation de la dette publique ont produit que dans les élections de mai 1995 la société française tournerait le dos au parti du gouvernement et la droite française occupait les plus hautes charges dans les institutions politiques françaises, phénomène qui ne s'est pas produit depuis les dernières années de la décennie de 1970.

5.4. Contexte espagnol

Au premier abord, la crise économique qu'a affectée l'Europe communautaire depuis les débuts de l'an 1992, en Espagne est arrivée en retard par la spéciale conjoncture de cette année. Des grands événements internationaux se sont produits et ils ont rangé l'Espagne dans le centre du monde médiatique. Ces événements ont été les Jeux Olympiques de Barcelone, l'Exposition Universel de Séville, qui a été aussi Capitale Européenne de la Culture et les cinq cents anniversaires de l'arrivée de Christophe Colomb à l'Amérique. Tous ces événements ont culminé avec beaucoup d'investissements

dans l'État espagnol, en obtenant que les infrastructures passent à être de premier niveau (construction de la ligne de haute vitesse, connue comme AVE, de routes et autoroutes, ports et en améliorant des aéroports) et en faisant que l'image du pays à l'extérieur devient la typique d'un pays moderne, compétitif et attractif. Cette image donnée en 1992 encore vit vingt-cinq années plus tard de tous ces événements.

Par contre, depuis la décennie de 1990, la corruption a éclaboussé chaque fois plus et de forme plus continuée aux gouvernements de Felipe González. Il n'y a que chaque fois il y a plus des cas d'enrichissement de personnes propres à Felipe González ou l'entourage de la cupule du Parti Socialiste, sinon qu'aussi il n'y avait pour financements illégaux du parti, comme le Cas Filesa et le Cas Ibercorp.

En plus, la politique économique socialiste change et elle commence à tendre au néolibéralisme avec des privatisations et réductions en les politiques de bien-être. Les syndicats, qui ont déjà cassé les relations cordiales l'année 1989 ont convoqué une grève générale en mai 1992 pour se plaindre des coupes budgétaires dans les pensions.

La conjoncture économique au début de 1990 empire en respect à la croissance de laquelle avait l'Espagne profité pendant la seconde moitié de la décennie de 1980. Le succès international de 1992 se commence à payer en 1993, quand se multiplie un 153 % le déficit public en fonction du PIB et la dette externe monte jusqu'à le 133 %. (Annexe, page 24)

Le chômage ne fait que monter jusqu'à arriver au maximum historique jusqu'à ce moment de 24,1 % de la population active dans le premier trimestre de l'année 1994. (Annexe, page 25)

Les gouvernements socialistes, connaisseurs que la situation économique et sociale va aller chaque fois pire et en croyant qu'ils vont obtenir plus de votes à cause du succès de 1992, ont avancé les élections quatre mois et ce sont convoquées en juin 1993.

À cause de cette crise, en deux années, le gouvernement a dévalué la peseta trois fois, la première en septembre 1992, un 5 %, la deuxième en novembre, un 6 % et la troisième en mai, le "Mercredi noir", avec une dévaluation du 8 %. Cette troisième est réalisée une fois les autorités européennes (le Banc Central Européen) ont annulé la prohibition de dévaluer les monnaies nationales aux états membres de l'Union Européenne.

Cela, a provoqué aussi une augmentation du déficit. Ce déficit a passé en trois billions de pesetas au déficit prévu. Le gouvernement a prévu un déficit de 1,4 billions de pesetas pour cette année, mais avant de midi de l'année, le déficit a passé en trois billions aux prévisions du gouvernement.

En 1994, la récession a fini et le PIB a commencé à monter (2,4 % en 1994 et 2,8 % en 1995) et le chômage à descendre. Cette année, 400 000 emplois sont créés. Cela n'était pas suffisant et en 1995, les cortès ont adopté le Pacte de Tolède, où il se réforme la Sécurité sociale de l'Espagne et où il s'adopte un décret qui dit que l'argent destiné au Santé Publique laisse d'être argent des pensions et que cet argent viendra d'une part des Présupposées Généraux de l'État.

5.4.1. Les élections générales de 1993

Les élections de 1993 se sont convoquées quatre mois avant de sa date normale, dont elles se convoquent par le 6 juin et pas pour le 28 novembre. Cela était un stratège de gouvernement socialiste pour gagner les élections, donc s'ils les convoquent en novembre, la possibilité de les perdre était plus grande. Aussi,

il ne se pouvait pas faire une dévaluation de la peseta pour mieux aux conséquences politiques, sociales et économiques et le damage à l'image du gouvernement socialiste.

Le candidat socialiste était Felipe González, Président depuis 1982. Dans les dernières élections il a obtenu 175 députés (la majorité est de 176). Le candidat du Parti Populaire* (Annexe, page 16) était José Maria Aznar* (Annexe, page 19), qui en 1989 a obtenu 107 députés.

D'autres partis qui se présentaient aux élections en tout le territoire étaient, pour la gauche, Izquierda Unida, qui a obtenu 17 députés en 1989 et pour la droite, Centro Democrático y Social, avec 14 dans les dernières élections. Les autres formations nationalistes étaient : en Catalogne, Convergència i Unió (18 députés en 1989) et les indépendantistes d'Esquerra Republicana de Catalunya, qui n'a obtenu pas de représentation en 1989 mais oui dans autres antérieures ; au Pays Basque, il y avait le Partido Nacionalista Vasco, qui avait obtenu 5 députés et la coalition de gauche, Herri Batasuna* (Annexe, page 15), un parti antisystémique à cause de son support à la formation terroriste ETA, mais qui en 1989 a obtenu 4 députés et Eusko Alkartasuna, avec un représentant au Congrès des Députés.

Autres formations nationalistes étaient le Bloque Nacionalista Galego* (Annexe, page 12) (sans représentation en 1989 mais antérieurement oui), Coalición Canaria* (Annexe, page 13), avec un député, le Partido Aragonés Regionalista* (Annexe, page 15), avec un représentant, Union Valenciana, avec deux députés et Partido Andalucista, avec deux plus. Une autre formation qui concourrait aux comices était l'Agrupación Ruiz Mateos, une formation créée par l'entrepreneur Ruiz Mateos, célèbre par ses problèmes de corruption et ses disputes avec les gouvernements socialistes.

La participation dans les comices du 6 juin 1993 était du 76 %, six points plus que celles faites quatre années avant. Tous les analystes ont confirmé que l'apogée de la participation était la conséquence de la possibilité réelle de changement de gouvernement, un fait que ne se donnait pas depuis 1982, quand Felipe Gonzalez et le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol a gagné face au gouvernement de l'UCD.

Le parti qui a obtenu plus voix est le Parti Socialiste, le parti qui était au gouvernement, avec 159 députés, seize moins qu'en 1989. Le Partido Popular a obtenu 141, avec trente-quatre plus que dans les dernières élections, était le parti que plus monte. La troisième place a été par Izquierda Unida, qui a obtenu un député plus que Convergència i Unió, qui devient la quatrième force politique, dont il est passé d'être troisième avec dix-huit députés à quatrième avec dix-sept. L'autre parti catalan, ERC, a obtenu un représentant, la médiatique journaliste Pilar Rahola.

Les partis basques ont obtenu huit députés. Cinq pour le PNV, cela veut dire les mêmes que quatre années avant. Deux pour Herri Batasuna, qui perd deux, et un pour Eusko Alkartasuna, qui perd un. Les canaris ont obtenu trois plus qu'en 1989 et ils obtiennent quatre députés, son meilleur résultat historique. Les autres régionalistes qui obtiennent représentation sont le PAR, avec un député et Unió Valenciana, avec seulement un député à cause la perte de son deuxième député pour Valence.

Les partis qui n'obtiennent pas de représentation sont le Centro Democrático y Social, mais avec les voix de 415 000 personnes (à cause du système représentatif par provinces), le Partido Andalucista, le Bloque Nacionalista Galego.

Cadre des résultats électoraux de 1993 en Espagne¹

Candidaturas	Votos	(%)*	Escaños	(%)
Partido Popular (PP)	8.089.235	34,56	138	39,43
Partido Socialista Obrero Español	7.872.245	33,64	141	40,29
Izquierda Unida	1.905.673	8,14	15	4,29
Partit dels Socialistes de Catalunya (PSC-PSOE)	1.277.838	5,46	18	5,14
Convergencia i Unió (CiU)	1.165.783	4,98	17	4,86
Eusko Alderdi Jeltzalea - Partido Nacionalista Vasco (EAJ - PNV))	291.448	1,25	5	1,43
Iniciativa per Catalunya	273.444	1,17	3	0,86
Herri Batasuna	206.876	0,88	2	0,57
Coalición Canaria	207.077	0,88	4	1,14
Esquerra Republicana de Catalunya amb Front Nacional de Catalunya i Partit Social Demòcrata de Catalunya (ERC)	189.632	0,81	1	0,29
Partido Aragonés Regionalista	144.544	0,62	1	0,29
Coalición Eusko Alkartasuna - Euskal Ezkerra (EA - EUE)	129.293	0,55	1	0,29
Unión Valenciana	112.341	0,48	1	0,29
Unión del Pueblo Navarro - Coalición PP (UPN-PP)	112.228	0,48	3	0,86
Total	21.977.657		350	
Otros**	1.425.528	6,09		
Total votos a candidaturas	23.403.185			

*Calculado en relación a los votos obtenidos por todas las candidaturas

**Candidaturas restantes que han obtenido votos pero no escaños

SOURCE: *Junta Electoral Central (Ministerio del Interior de España)*

5.4.2. Conclusions

Si bien est vrai que la crise économique n'a supposé pas un changement de gouvernement en Espagne, si que se donne le fait que la crise économique, ensemble avec la crise politique dérivée de la somme de divers facteurs (corruption, l'usure dans le gouvernement, la division sociale et la naissance d'un parti d'opposition fort totalement détachait du franquisme) a provoqué la perte de la majorité absolue du gouvernement socialiste. Cette perdue ne se récupérerà jamais.

Également, si bien en 1993 ils ont pu maintenir le gouvernement, mais en minorité, trois années après, ils ont perdu la confiance de ces formations qui ont donné support à la continuité de Felipe González et ils ne votent pas en faveur aux budgets de l'année 1996, en provoquant une avance électorale forcée, Les élections du 3 mars 1996 ont causé la perte du gouvernement socialiste en

¹ Dans cette table, se sont comptés les votes et députés du PSOE et PSC séparés, mais ils ont formé ensemble un unique groupe parlementaire.

détriment d'une majorité conservatrice commandée par José Maria Aznar et le Parti Populaire.

5.5. Comparaison des deux états

À débuts des années 1990, dans les deux pays, le pouvoir récidive dans les respectives formations socialistes, le Parti Socialiste de France et le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE). Ils gouvernent avec tranquillité et les oppositions ne supposent pas un problème électoral. En les deux cas, les problèmes internes des partis aux lesquels ils s'affrontent sont rapprochés directement avec la corruption.

Depuis l'année 1992, avec la crise économique du Système Monétaire Européen, se démontre que les économies de ces pays sont de pieds de boue et elles ne sont pas aussi fortes comme ses respectifs chefs voulaient faire voir aux citoyens.

En France, les socialistes ont passé d'avoir sous son contrôle la présidence et les chambres législatives à une cohabitation en 1993, puis qu'ils perdent le pouvoir législatif (qui passe à être en domaine du parti conservateur de Jacques Chirac, le RPR). Malgré tout, ils ont pu maintenir la présidence de en mains du socialiste de François Mitterrand jusqu'à l'année 1995, quand le Parti Socialiste Français perd les élections présidentielles et tout le pouvoir se concentre en mains des conservateurs.

En Espagne, les socialistes ont perdu la confiance progressivement. Premièrement, celle des électeurs dans les élections générales de 1993, et après, laquelle des forces politiques nationalistes minoritaires qui les ont donnés support après les élections de 1993, quand en 1996, après l'anticipation forcée

des élections les nationalistes catalans et basques ont donné support à un gouvernement conservateur commandé par José María Aznar.

En trois années, autant en France comme en Espagne, il se passe d'un gouvernement socialiste qui a débuté en les deux pays pratiquement quinze années avant à un gouvernement conservateur.

6. CRISE BANCAIRE MONDIALE DE 2007

6.1.- Quels sont les causes de cette crise ?

6.1.1. La crise boursière aux États-Unis

La seconde moitié des années 2000 a été marquée par la forte crise financière et la récession qui est arrivée aux pays développés (ceux qui sont membres de l'OCDE) depuis 2008. Cette crise a commencé en 2007, quand aux États-Unis, quelques petites entités financières ont fait faillite. Premièrement, le gouvernement de Bush* (Annexe, page 19) a pensé que cela c'était la conséquence des mauvais investissements de les entreprises chutées et n'a donné pas d'importance.

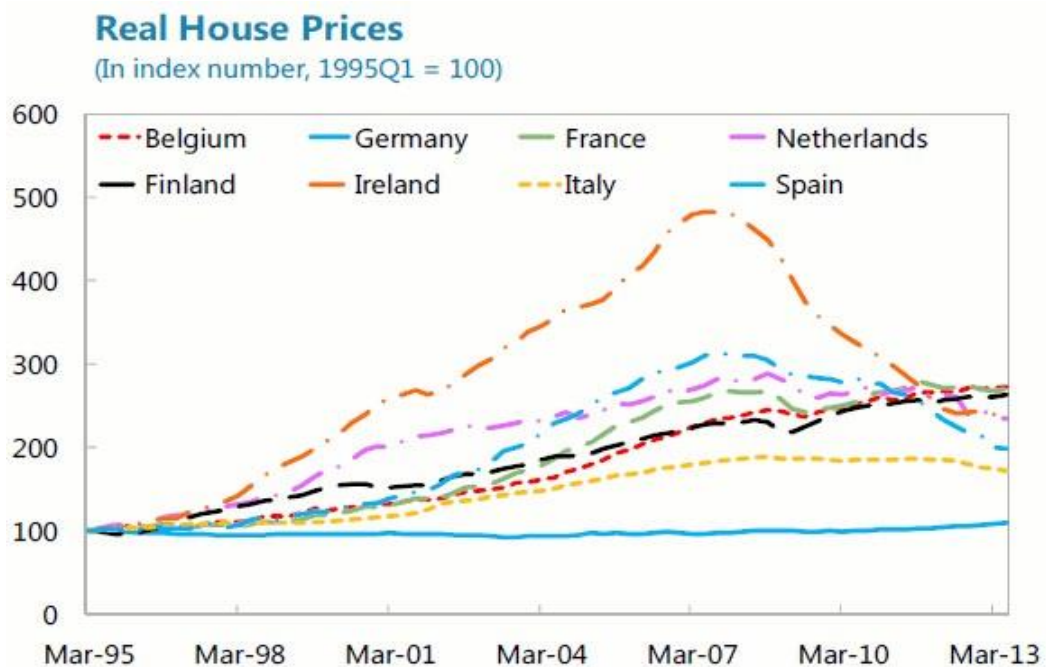
En septembre 2008, le grand banc américain Lehmann Brothers a fait faillite. Ce fait a marqué le début de la mauvaise crise mondiale depuis 1929. Cette chute a provoqué qu'en deux semaines, la bourse américaine (Dow Jones) a perdu plus d'un 37 % (semaine nommées de panique boursière), et en Europe, la moyenne était au 30 %. Cette faillite était très improbable, donc Lehmann Brothers était un banc trop grand pour arriver à ce point. Sa faillite a été la conséquence de quelques facteurs : l'auge des taxes, des investissements toxiques que seulement cherchaient une rentabilité à court délai sans garanties et la crise immobilière, qui a commencé en 2006 à cause de l'éclat de la bulle immobilière.

Ce banc était le premier qui a fait faillite, mais beaucoup de bancs, caisses et autres entités financières en l'Amérique Latine, Canada, Europe et Japon ont continué le même chemin que Lehmann Brothers et en 2008 et 2009 ont entré en banqueroute.

6.1.2. L'éclat de la bulle immobilière

Aux fins des années 1990, a commencé une bulle immobilière* (Annexe, page 3) qui a affecté surtout aux pays développés. Cette bulle n'était pas contrôlée et a éclaté en 2006-2007, à cause des spéculations et l'astronomique prix des biens immeubles.

Prix réel des logements dans les principaux pays de l'Euro (en milliers d'euros)



SOURCE: EUROSTAT

Cette bulle a été une des importantes causes qui ont provoqué la banqueroute de beaucoup de bancs en États-Unis et Europe, donc ses bancs et entités de crédit ont donné des hypothèques pour acheter des biens immeubles au tout le monde sans savoir si ce crédit ou cet investissement serait rentable, donc les prix de ces biens étaient beaucoup plus de son prix réel. Les entités financières, une fois elles se donnaient compte qu'elles ne peuvent pas récupérer les investissements de risque qu'elles ont fait, ces entités divisent les nonpaiements et les tournent à investir au marché sous profils d'investissements

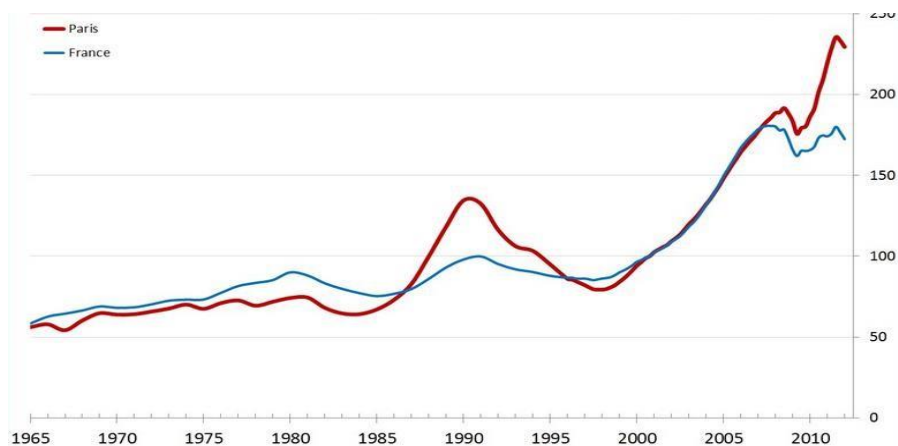
sûrs, et finissent en intoxiquant à autres entités financières, lesquelles acceptent ces investissements en croyant que ces profils d'investissements étaient assurés, alors, ces entités seulement font qu'acheter actifs toxiques impossibles de rentabiliser. Alors, cela qu'était une petite crise bancaire limitée produite par une *mala praxis* de quelques bancs devient une crise globale du système financier capitaliste.

En 2008, ces entreprises ont vu la problématique et le prix des logements a descendu plus d'un 10 % dans le dernier trimestre de cette année, en train de laisser à beaucoup d'entités financières en banqueroute.

6.2. Contexte français

En France, la partie immobilière de la crise n'était aussi mauvaise comme la partie financière. En 2008, la dette publique de l'État était du 83 % du PIB et l'État a commencé une récession qui a produit que le Produit Intérieur Brute a descendu un 0,2 % le premier trimestre de 2009, un résultat qui ne s'était produit depuis 1973 avec la première crise du pétrole. De toute façon, dans la période 2000-2007, le prix des logements en France se multiplie par deux.

Prix réel des logements moyens en France entre 1965 et 2000, en milliers d'euros



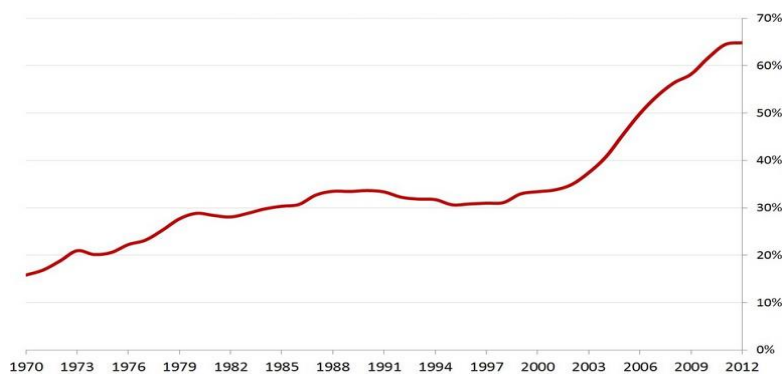
SOURCE: CGEDD (Conseil général de l'environnement et du développement durable)

Le gouvernement français, a décidé de faire une politique contre spéculative et a propulsé aides aux personnes qui veulent acheter des logements et autres biens immeubles, parce qu'ils veulent que l'économie ne se paralyse pas comme en autres pays de l'Union Européenne. Malgré tout, la conflictualité sociale a augmenté puisque la taxe du chômage est apogée un 2,3 % en la période entre janvier 2008 et décembre 2009, un apogée historique jamais vu dans une période de temps aussi courte.

Mais, de plus en plus, le numéro de travailleurs avec un contrat indéfini se réduit, parce qu'il se passe d'une population active occupée avec cette typologie de contrat du 50,4 % à un 48,8 %. Aussi, le chômage entre les jeunes est 6,5 % plus haut que la moyenne nationale, en se situant en le 15 %.

La taxe de chômage n'arrêtera pas de monter jusqu'à l'année 2013, quand elle se stagne autour du 10,5 %. L'apogée du prix des logements aussi comporte un apogée de l'endettement des familles françaises en relation au coût des logements. Entre l'année 2007 et l'année 2012, l'incrément de l'endettement moyen des familles françaises en référence exclusivement au coût des logements était du 35 %, en passant d'un 30 % aux débuts de siècle à un 65 % l'année 2011 et 2012.

Dettes immobilières des ménages en France entre 1970 et 2012



SOURCE : CGEDD (*Conseil général de l'environnement et du développement durable*)

Depuis le commencement de cette crise l'année 2007 et 2008, le chômage va monter un 3,1 % et l'endettement par ménage un 35 %.

Le nouveau gouvernement socialiste de François Hollande* en printemps de 2012 changera les politiques économiques défoncées par l'antérieur gouvernement conservateur de Nicolas Sarkozy*. Depuis 2012, l'auge des prix et de la dette a fini et aussi, ces indicateurs ont commencé à descendre peu en peu. Les taxes et le type d'intérêt du crédit ont descendu un 5,5 % depuis l'apogée du 8 % avec l'éclat de la bulle immobilière quelques années avant.

6.2.1. Les élections présidentielles de 2012

Préalablement à ces élections, les antérieures de 2007 se sont célébrés. Celles ont été unes élections qui ont supposé une continuité en la corrélation des forces politiques françaises. Le candidat du parti qui était au gouvernement en 2007 était Nicolas Sarkozy, donc Jacques Chirac a dit en 2005 que n'ira pas à une réélection pour une troisième fois. La candidate du principal parti de l'opposition était Ségolène Royal, la première femme qui se présente pour un des grands partis, qui s'est présenté pour le Parti Socialiste Français.





















Les élections présidentielles se sont convoquées le 21 avril 2012. Le président de la République, Nicolas Sarkozy répète comme candidat de l'UMP. Le Parti Socialiste, second dans les élections de 2008, change de candidat et l'ancien Premier Secrétaire du Parti Socialiste devient le candidat.

La fille de Jean-Marie Le Pen, Marine Le Pen* (Annexe, page 21) a pris le contrôle du Front National en la droite en 2011. Au centre, Bayrou répète comme candidat pour le refondé MoDem (ancien scission UDF). À la gauche, autres

candidats sont Éva Joly pour les Verts et Jean-Luc Mélenchon pour le Front de Gauche.

Le premier tour a donné comme candidat plus voté au François Hollande, candidat du Parti Socialiste, qui a obtenu plus de cinq cents de votes plus que le candidat à la réélection de l'UMP (Union pour le Mouvement Populaire), Nicolas Sarkozy. En troisième lieu, a fini la candidate du Front Nationale, Marine Le Pen, qui a pris le relief au son père, en doublant les votes qu'il a obtenus cinq années avant. Les autres candidats qui ont obtenu plus d'un million de suffrages ont été Jean-Luc Mélenchon, du Front de Gauches et François Bayrou, du parti de centre droite, MoDem.

Résultats du premier tour des élections présidentielles de 2012

France entière									
Inscrits		Abstentions		Votants		Blancs ou nuls		Exprimés	
46 028 542	100,00%	9 444 143	20,52%	36 584 399	79,48%	701 190	1,92%	35 883 209	98,08%
Nom	Parti			Voix	%	+			
François Hollande				10 272 705	28,63%				
Nicolas Sarkozy				9 753 629	27,18%				
Marine Le Pen				6 421 426	17,90%				
Jean-Luc Mélenchon				3 984 822	11,10%				
François Bayrou				3 275 122	9,13%				
Eva Joly				828 345	2,31%				
Nicolas Dupont-Aignan				643 907	1,79%				
Philippe Poutou				411 160	1,15%				
Nathalie Arthaud				202 548	0,56%				
Jacques Cheminade				89 545	0,25%				

SOURCE : <http://www.politiquemania.com/presidentielles-2012-france.html>

En second tour, l'appui des Françaises a été par François Hollande, qui a gagné les élections, en obtenant un million deux cent mil votes plus que le candidat qui occupait la présidence en ce moment (un 3 % plus de suffrages). Cette juste victoire on la fragmentera en items faits en une statistique faite après du second tour.

Résultats du second tour des élections présidentielles de 2012

France entière				
Inscrits	Abstentions	Votants	Blancs ou nuls	Exprimés
46 066 307	9 049 998	37 016 309	2 154 956	34 861 353
100,00%	19,65%	80,35%	5,82%	94,18%
Nom	Parti	Voix	%	+
François Hollande		18 000 668	51,64%	
Nicolas Sarkozy		16 860 685	48,36%	

SOURCE : <http://www.politiquemania.com/presidentielles-2012-france.html>

Par âge, en toutes les franges d'âge était préféré François Hollande, avec l'exception des personnes qui ont plus de soixante-cinq années. Entre professions, Hollande gagne aussi en tous les champs professionnels avec l'exception des personnes en la retraite et ces qui travaillent en commerce, artisan et professions libérales (chefs d'entreprise), et entre si la personne travail dans le secteur public ou privé, les deux variables préféraient au candidat socialiste.

D'autre coté, si on analyse les votants en dépendant des niveaux d'études, pratiquement on ne peut voir différences entre les deux candidats, mais Hollande a quelques points plus entre ces qui n'ont pas des études et ces qui ont des études supérieures pas universitaires (Bac 2 +).

Si on regarde les motifs pour donner à un candidat où a un autre, la variable du donner par ce qu'ils croyant que le candidat va améliorer la situation a la France n'a pas d'importance, mais par contre, la représentation de changement, le fait d'écouter aux citoyens et l'inspiration de confiance aux électeurs ont aidé à la victoire du Parti Socialiste, pendant que Sarkozy seulement gagne avantage quand se traite de la variable d'avoir ou pas un profil présidentiable.

Pour conclure, il faut remarquer que la stratification par genre n'a supposé un avantage clair par aucun candidat, puisque les hommes étaient divisés en 50 %

et 50 %, mais il y a une petite inclination des femmes, qui sont un 53 % favorables à Hollande et seulement un 47 % à Sarkozy.

6.2.2. Conclusions

Comme les autres cas, après ou pendant une période de crise, les votants français ont donné la responsabilité aux leurs dirigeants et ils ont préféré un changement au Palais de l'Élysée. Les analyses détaillées faites à postérieur des élections ont démontré cela, donc la sensation de pouvoir arriver à la fin de mois et continuer en avant la vie est plus négative que la sensation d'une vie commode.

Les indicateurs macroéconomiques ne laissent pas doute. Dans la période 2007-2012, le chômage monte, et aussi un apogée des prix des logements, du déficit public et de la dette externe se produit, en arrivant à ses maximes historiques l'année des comices. Et c'est dans ce même contexte que les Français ont décidé, tel comme ils ont fait autres fois, que cette crise doit comporter un changement en la confiance du parti qui est au gouvernement.

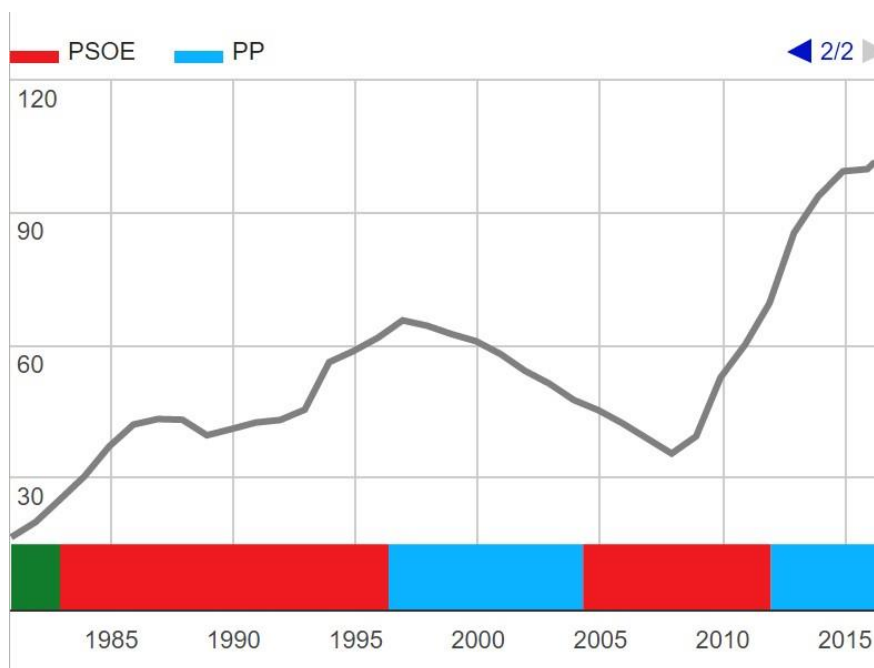
6.3. Contexte espagnol

En novembre 2011, dans les élections générales anticipées, le pouvoir est gagné par Mariano Rajoy* (Annexe, page 22), du Partido Popular avec une grande majorité absolue. Les socialistes ont été en train de gouverner avec une majorité simple depuis 2004, et la crispation politique et sociale s'est devenue pendant les derniers gouvernements de José Luís Rodríguez Zapatero* (Annexe, page 22), du PSOE et cette même crispation ne se peut pas résoudre dans les premières années de gouvernement conservateur.

Selon les index macroéconomiques, la dette publique espagnole est des mauvaises du monde. Avant la crise, la dette espagnole en fonction du PIB était sous le 40 %, mais en 2009, elle commence à se multiplier jusqu'à arriver à

l'année 2011, quand il se produit le changement au gouvernement en un 70 %, et au maximum possible, en 2015, 101,5 %.

Évolution de la dette publique en fonction du PIB (%)



SOURCE : *Ministerio de Economía y Competitividad*

Parallèlement à l'apogée de la dette publique, une diminution du Produit Intérieur Brute s'est produite. Avant la crise, il est situé en deux mil millions d'euros annuels. En 2009, une descente a commencé et elle se va maintenir année après année jusqu'à le 2014, quand le PIB a perdu un 10 % en cinq années, et est en 2015 quand il se produit la première récupération et monte quelques décimes. (Annexe, page 27)

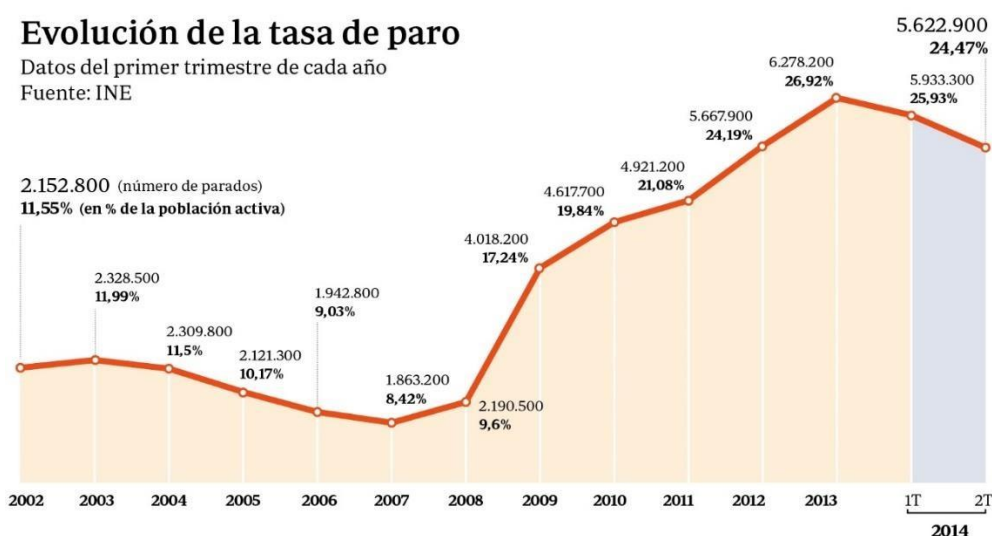
Les données de la taxe de chômage sont un signe qu'expose la grave crise que la société espagnole était en train de souffrir. Avant du 2008, la taxe du chômage n'était supérieure au 9 %, et, en une seule année, cette taxe monte sept points en se situant en 17,24 %. Dans la dernière période de gouvernement socialiste, le chômage continue en montant jusqu'à arriver à son maximum historique en 2013, en se situant en 26,92 %, cela veut dire qu'il y avait

pratiquement six millions trois cent mil personnes qui forment partie de la population active et qui n'aient pas un emploi pendant qu'elles en cherchent un. L'année prochaine elle commence à descendre, mais il le fait seulement un 1 % (il baisse seulement en trois cent mille personnes). La dernière taxe qu'indique l'Instituto Nacional de Estadística (INE) dit qu'à la fin de 2015 cette taxe est située dans le 20,9 %.

Évolution de la taxe de chômage par années

Evolución de la tasa de paro

Datos del primer trimestre de cada año
Fuente: INE



SOURCE : INE (*Instituto Nacional de Estadística*)

La plus partie des personnes qui sont au chômage se concentre aux jeunes de moins qui ont moins de vingt-cinq années. À la fin de 2007, le chômage entre les jeunes n'arrive pas au 20 %, mais, depuis le début de la crise, cette taxe monte exponentiellement jusqu'à le 32,6 % à la fin de 2008, mais l'année où il y a plus chômage dans cette frange d'âge est le 2013, quand arrive pratiquement au 60 %. Cela veut dire que de toutes les dix personnes qui ont moins de vingt-cinq années qui cherchent un emploi, seulement quatre le trouvent. La dernière référence statistique de l'INE, à la fin de 2015 dit que la taxe entre les jeunes est du 47 %.

Malgré toutes les réformes et contre-réformes, l'Espagne était le pays de la communauté de l'Euro avec une taxe de contrats temporaires. Qu'un de chaque quatre n'aie pas un contrat indéfini est une chose qui serait impossible dans la plus partie des pays européens, mais en Espagne s'est devenu une chose normalisée. Selon les dernières informations d'EUROSTAT* (Annexe, page 6), à la fin de 2014, le pourcentage de contrats temporaires en Espagne était du 24 %, quand la moyenne européenne ne passait pas du 15 %.

Les prix des logements en Espagne ont commencé à monter en 1998 de forme exponentielle, en arrivant à sa maxime l'année 2008 quand cette taxe triple au prix moyen de m² construit. (Annexe, page 27). L'éclat de la bulle immobilière a provoqué la paralysie totale du secteur de la construction, ainsi que les familles ne peuvent pas payer le logement hypothéqué acquis, des expulsions ont commencé son apogée.

Évolution des expulsions en Espagne entre 2008 et 2012



SOURCE : Conseil Général du Pouvoir Judiciaire d'Espagne

Selon les données du propre CGPJ* (Annexe, page 4), l'année 2014 a été l'année dans lequel il y avait plus expulsions, avec plus de 68 109 faites, et en 2015, cette taxe n'a descendu qu'un 1,1 %.

La faute de données officielles de l'administration en ce qui concerne les expulsions a comme conséquence qu'il sache difficile de donner une chiffre globale, mais tous les analystes sont d'accord en affirmer que dans la période 2008-2015, plus d'un milliard et demi de familles ont été expulsées de son propre logement à cause de ne pouvoir pas affronter aux loges ou à les hypothèques.

D'autre coté, selon l'INE, en Espagne il y a plus de cinq milliards six cent mille logements sans personne qu'il y habite. Ce numéro représente plus d'un 20 % du parc immobilier.

Aussi, les données macroéconomiques ne cachent pas la crise financière du système bancaire européen. En Espagne, cette crise est un aggravant sommé à la débile structure financière de l'État Espagnol, avec une première intervention du Banc d'Espagne à entités financières mineures le 29 mai 2009 pendant la dernière législature de gouvernement socialiste, et aussi, le connue comme le sauvetage du système financier espagnol pour partie du Banc Centrale Européen le 29 juin 2012, aux débuts de la première législature des conservateurs de Mariano Rajoy.

Selon les analystes économiques, les causes de cette intervention sont une accumulation de décisions en la *mala praxis* financière et une mauvaise conjoncture économique ; la remettre des crédits pour financier le boom immobilier et de consommation sans aucun type de contrôle de risques, ingérence constante de personnalités politiques aux caisses et bancs, endettement massif par les entités pour donner plus prêts de ce qu'ils ont en dépôt et l'inaction totale du Banque d'Espagne par arrêter tous ces excessives situations des autres entités.

La stagnation des prix des logements en 2010 et 2011 est la cause que les dettes par logement des bancs et caisses étaient supérieure au prix réel des

logements, en provoquant l'éclat d'une forte bulle immobilière en Espagne qui n'a fini pas aujourd'hui. (Annexe, page 27)

Le 9 juin 2012, six mois après que Mariano Rajoy gagne les élections générales avec une majorité absolue, son gouvernement demande le sauvetage aux institutions économiques européennes, qui ont déjà pressonné à l'administration espagnole à le demander. À l'origine, les institutions financières mondiales (Fonds Monétaire Internationale et Banque Centrale Européen) ont offert un crédit à délais de cent mil millions d'euros. Les conditions de paiement vont subjectives à une politique d'extrêmes réductions, comme faire pression aux communautés autonomes, monter trois points l'IVA* (Annexe, page 7), accélérer la réforme des pensions, durcir la réforme de travail déjà forte qui a été adopté en mars 2012.

En conclusion, que pendant tout ce processus, onze entités ont été intervenus ou nationalisés (huit caisses d'épargnes, deux banques filiales et une caisse rurale) et autres deux ont reçu argent des contribuables. L'Espagne a dépensé un total de quarante-un millions, et, maintenant, seulement se sont récupérés mil trois millions pour la vente de NCG Banco à Banesto et mil troiscents quatre pour la vente d'un 7,5 % de Bankia, une entité dirigée par un ancien ministre d'économie d'Espagne.

Les politiques de contrôle sur la dette et les coupes budgétaires avec une diminution de prestations aux chômeurs, en politiques sociales, en éducation et en santé, promues par l'Union Européenne et suivis en Espagne par le gouvernement de José Luís Rodríguez Zapatero avant 2011 et de Mariano Rajoy après, avec une augmentation des imports (par exemple, l'apogée du coefficient du 3 % de l'IVA en la majorité de produits), a provoqué que les classes sociales plus désavantagés aient moins des ressources, des prix plus hauts et moins aides sociales. La population ne cache leur mécontentement avec le gouvernement. Dès lors, un mouvement est né, le 15 mai, pendant les derniers

mois de Rodríguez Zapatero et pendant toute la première législature de Mariano Rajoy. Les manifestations sont continuées en contre de tous les types de coupes budgétaires.

6.3.1. Les élections générales de 2011

Parallèlement à cette évolution économique, nous trouvons une évolution politique plus propre d'un toboggan que la d'un pays démocratique. Aux débuts de 2008, José Luís Rodríguez Zapatero a renové son gouvernement socialiste avec une majorité simple avec une féroce opposition faite pour le Parti Populaire. De même, les données économiques se sont maintenues et contrôlés.

Le ministre de l'Économie et des Finances, Pedro Solbes (qui était aussi un vice-président du gouvernement), restait un déficit contrôlé et un chômage plus bas que le 10 %, en maintenant les paramètres marquées par la politique monétaire européenne. L'élément-clé de la croissance économique continue en train d'être la construction et la spéculation immobilière, et malgré que tous les agents sociaux aient prévu l'éclat de cette bulle, le gouvernement a nié l'existence de la crise.

L'événement concret qui a produit l'éclat de la crise politique est la sortie du gouvernement du vice-président et ministre de l'Économie et des Finances Pedro Solbes le 7 avril 2009. L'économie est en crise selon les principales données macroéconomiques avec un chômage en train de croître, en se situant au 17 %, la dette publique au 50 % et avec une étanche du PIB à la fin de l'année 2009.

Depuis le deuxième trimestre de 2009, les tensions sociales sont renforcées avec la fermeture constante d'entreprises et coupes budgétaires en prestations sociales. En mai 2011, le président Zapatero annonce qu'il ne se va

pas présenter comme candidat aux élections après la naissance d'un mouvement qui n'est pas contrôlé ni par des syndicats ni par les partis politiques classiques, connu comme 15 mai. Ce mouvement agglutinait tout le mécontentement social et comptait chaque jour avec plus d'appui médiatique.

Dans cette période, Alfredo Pérez Rubalcaba* (Annexe, page 22), qui était le ministre de l'Intérieur depuis 2006, devient le vice-président et le porte-parole, en se préparant pour les comices de novembre 2011, lesquelles sont avancés six mois, sous les constantes menaces d'intervention de l'économie espagnole par partie des autorités européennes. Comme en autres occasions, les attentes futures étaient aussi mauvaises que le gouvernement croie qu'en avançant les élections, les résultats seront meilleurs.

Le résultat électoral ne laisse aucun doute. Le Parti Populaire, mené par Mariano Rajoy a gagné avec une majorité absolue.

Résultats des élections générales de 2011²

Candidaturas	Votos	(%)*	Escaños
Partido Popular (PP)	10.061.311	41,89	170
Partido Socialista Obrero Español (PSOE)	6.080.964	25,32	96
Coalición "La Izquierda Plural"	1.685.991	7,02	11
Unión, Progreso y Democracia (UPyD)	1.143.225	4,76	5
Convergencia i Unió	1.015.691	4,22	16
Partit dels Socialistes de Catalunya (PSC-PSOE)	922.547	3,84	14
Coalición "Partido Popular-Extremadura Unida" (PP-UE)	339.237	1,41	6
Coalición "Partido Popular en coalición con el Partido Aragonés" (PP-PAR))"	339.502	1,41	8
Coalición AMAIUR	334.498	1,39	7
Eusko Alderdi Jeltzalea-Partido Nacionalista Vasco (EAJ-PNV)	324.317	1,35	5
Coalición "Esquerra Republicana de Catalunya" (ERC/ESQUERRA)	244.854	1,01	3
Bloque Nacionalista Galego	184.037	0,76	2
Coalición "Coalición Canaria-Nueva Canarias" (CC-NC-PNC)	143.881	0,59	2
Coalición "Unión del Pueblo Navarro en coalición con el Partido Popular" (UPN-PP) "	126.516	0,52	2
Coalición "Bloc-Iniciativa-Verds-Equo-Coalició Compromís" (Compromís-Q)	125.306	0,52	1
Foro de Ciudadanos (FAC)	99.473	0,41	1
Geroa Bai (GBAI)	42.415	0,17	1
Total	23.213.765		350
Otros**	801.611	3,33	
Total votos a candidaturas	24.015.376		

*Calculado en relación a los votos obtenidos por todas las candidaturas

**Candidaturas restantes que han obtenido votos pero no escaños

SOURCE : *Ministère de l'Intérieur*

² Dans cette table, se sont comptés les votes et députés du PSOE et PSC séparés, mais ils ont formé ensemble un unique groupe parlementaire.

6.3.2. Les élections générales de 2015 et 2016

Le nouveau gouvernement conservateur doit affronter la grave crise économique qui affecte au pays et finalement, l'intervention au système financier espagnole est faite pour les autorités européennes en juin 2012. Depuis ce moment, toute la politique est classée pour les constants contrôles d'austérité et coupes budgétaires en toutes les enceintes de la politique espagnole, suit les directrices européennes. Parallèlement, des premiers scandales de corruption ont éclaté. Par exemple, le financement irrégulier du Parti Populaire à cause du cas Bárcenas, cas Gürtel, Cas Taula et le Cas de Valence et des Îles Baléares. Dans l'autre parti politique, on trouve le cas des ERES en Andalousie.

D'autre côté, le PSOE entre en une crise et dans les élections européennes réalisées en mai 2014 il s'écrase électoralement. Cela provoque que son secrétaire général, Alfredo Pérez Rubalcaba présente sa démission. Pedro Sánchez* (Annexe, page 23) sera son successeur après gagner les primaires de la militance devant du basque Eduardo Madina.

Les élections européennes de mai 2014 ne seulement écrasent le PSOE, sinon qu'elles sont la présentation en public d'un nouveau parti à niveau national, Podemos* (Annexe, page 17), qui est né des gauches, du mécontentement, du mouvement contestataire en contre des coupes budgétaires du gouvernement du Parti Populaire, mais de l'antérieur du PSOE aussi, avec un discours très agressif contre l'établissement des puissants et en raclant votes en les enquêtes au PSOE. Il gagne beaucoup de pouvoir médiatique de forme très rapide et avec des discours alternatifs, sans aucune tâche de corruption ou des gestions antérieures.

Parallèlement, le parti de centre droite antinationaliste né en Catalogne il fait 8 années commence à prendre corps en Espagne. Ciudadanos* (Annexe,

page 12) se constitue comme alternative de centre droite au pouvoir absolu du PP, avec le drapeau de l'anticorruption et l'antiséparatisme.

Malgré tout, le Parti Populaire gouverne avec une main de fer en résistant les charges sociales en forme de manifestations constantes en contre des réductions de dépenses en éducation, en santé et en prestations sociales. Le 1er juillet 2015, la nouvelle Loi Organique de Protection de la Sécurité Citoyenne est adoptée. Celle n'est qu'une diminution à l'état démocratique puisqu'elle limite les manifestations, l'enregistrement des corps de sécurité quand ils s'excèdent en leurs fonctions et graves peines et hautes sanctions économiques à tout citoyen qui se dépasse en la que jusqu'à ce moment, étaient ses droits.

En 2015, des élections doivent être convoquées et Mariano Rajoy les convoque pour le 20 décembre. Le résultat ne peut être plus complexe.

Ne seulement le PP perd la majorité absolue, sinon qu'un empêchement de chercher alliance s'instaure. Le PSOE, mené par Pedro Sánchez refuse de claudiquer bien qu'ils ont obtenu le pilleur résultat de leur histoire. Citoyens ne somme les suffisants députés avec aucun des deux grands partis, et le reste de forces nie une possible abstention, car quelques étaient aux antipodes idéologiques et autres à cause de l'effrontement ouvert comme conséquence des demandes indépendantistes des partis catalans. Mariano Rajoy refuse de tenter l'investiture et malgré que le flamant chef socialiste le tente, il n'obtient pas les appuis suffisants. En juin 2016, les élections se répètent, sans changements importants aux résultats.

Comparaison des résultats de 2015 et 2016

Parti politique	Députés en 2015	Députés en 2016
Parti Populaire	123	137
Citoyens	40	32

Parti Socialiste Ouvrier Espagnol	90	85
Pouvons	69	71
Démocratie et Liberté	8	8
Gauche Républicaine de la Catalogne	9	9
Parti Nationaliste Basque	6	5
Bildu	2	2
Gauche Uni	2	--
Coalition Canarie	1	1

Deux partis politiques surgissent avec force à la Chambre de Députés, Podemos et Ciudadanos, tous deux très loin entre eux politiquement. Ils sont fils idéologiques des partis traditionnels. Selon le CIS, Podemos accueille le vote du PSOE et IU en un 30 %, et un 22 % des antérieurs abstentionnistes. Leur idéologie est clairement de gauches et extrême gauche, et son discours est populiste et ils n'ont pas aucune peur à parler du droit à décider de la Catalogne, où ils gagnent les élections.

Ciudadanos ramasse des votes des gens qui sont mécontents avec le PP en un 43 %, d'UPyD en un 20 % et des socialistes et abstentionnistes un 11 %.

Selon le CIS, entre les quatre partis majoritaires, il y a des claires différences entre leurs électeurs. Aux deux partis traditionnels (PP et PSOE), qui se sont partagé l'axe droite gauche respectivement, les deux nouveaux partis politiques se sont sommés, Ciudadanos et Podemos, qui sont affrontés aussi dans cet axe. Comme les enquêtes du CIS disent, les différences entre les quatre sont plus complexes. PP et PSOE concentrent les plusieurs parties des votants plus âgées, avec moins études et d'entourage rural. Par contre, les partis nouveaux concentrent le vote des jeunes, avec plus d'études et urbanités. Les femmes préfèrent majoritairement au PSOE, pendant que les hommes préfèrent

voter à Podemos ou C's. Le Partido Popular reçu également les votes en cela qui concerne à genre.

Par classe sociale, C's obtient des supports de tous les groupes, le PP, d'autonomes et de la classe moyenne et haute, les socialistes de la classe ouvrière et Podemos d'ouvriers et des salariés. Par professions, ces qui se disputent une plus grande égalité d'emploi sont le PSOE et Podemos, parce qu'ils se partagent le vote des chômeurs, des ouvriers et de commerçants. Par contre, Podemos ajoute aussi des étudiants, et PSOE, à ces qui sont déjà à la retraite. Ces derniers appuient aussi au PP, avec les fonctionnaires, les entrepreneurs, les administratifs et les ouvriers pas qualifiés. En dernier lieu, C's concentre le vote des commerçants, les autonomes et quelques entrepreneurs et fonctionnaires.

Comme on a vu dans l'antérieur cadre, les résultats électoraux ne laissent aucune question. La victoire est pour le Parti Populaire, mais ils perdent la majorité absolue pour former un gouvernement pour eux-mêmes à cause de leur politique de main de fer pendant l'antérieure législature. Il n'y aura aucun dialogue avec l'opposition pour chercher un accord par l'investiture.

Ni dans les premières élections ni dans les secondes, les accords ne somment pas pour les vétos constantes de toutes les formations. Pour que Mariano Rajoy devienne le président, il est besoin le support de C's et qu'un autre parti nationaliste l'appui, donc tous les nationalistes sont en contre à cause de sa politique centraliste. Si Pedro Sánchez voulait devenir le chef du gouvernement, il avait deux formules. La première, que Citoyens et Podemos le donnent support. Cela n'était pas possible puisque les deux forces se vetaient mutuellement. Cela se démontre en la tentative d'investiture de Pedro Sánchez quand il n'obtient que les votes de Ciudadanos et Podemos vote en contre. La seconde est que l'appui vienne de Podemos et des nationalistes, mais les conditions de ces partis ont

impossibilité l'accord car le PSOE ne voulait pas accepter le droit à décider en Catalogne.

En septembre, quand les analystes ont pensé que des troisièmes élections vont retourner pour le Noël de cette année, une révolte des barons territoriaux du PSOE fait fuir à Pedro Sánchez du secrétariat général du PSOE, et une commission de gestion résultant fait possible l'investiture de son ennemie politique historique et ils s'abstiennent en la seconde votation, dans laquelle Mariano Rajoy devient par majorité simple le Président une autre fois.

6.3.3. Conclusions

Comme en autres moments de l'histoire de la démocratie, en Espagne se répète la thèse qu'une grave crise économique produit un changement de gouvernement. Les débuts de la crise sont la cause du changement de gouvernement en 2011 de socialistes à conservateurs, mais le dommage et le maintenant de la crise cause un autre changement aussi, que c'est la perte de la majorité absolue du gouvernement du Parti Populaire et la naissance de nouveaux partis politiques qui chaque fois ont plus de support électoral.

6.4. Comparaison des deux états

Malgré qu'a priori paraît qu'il n'y ait un parallélisme entre ces deux états, une claire coïncidence se voit dans le changement de la couleur politique du gouvernement. En France la crise commence par un gouvernement conservateur et aux élections de 2012 il y a un changement de couleur politique et passe à gouverner le Parti Socialiste. En Espagne, aux débuts de la crise un gouvernement socialiste est au pouvoir, qui en 2011 perd les élections et le gouvernement devient conservateur.

Le système électoral français établit législatures plus longues, et c'est à cause de cela que malgré qu'encore la crise en France ne se soit résolue et qu'on

ne peut pas deviner les résultats électoraux, on peut voir que dans les enquêtes établent que le Front National, qui a été toujours en troisième lieu (sauf en 2002) a claires options de passer au second tour et se dispute la présidence avec les partis traditionnels, qui vont être menés par le conservateur François Fillon* (Annexe, page 20) et le candidat à la réélection, le socialiste François Hollande. Si, comme disent les enquêtes, le Front Nationale passe au second tour, on devrait établir quelque des deux partis demande le vote par son ennemie historique en second tour fruit de l'accord entre ces partis en contre du Front Nationale, parce qu'il n'y a pas de doute que les socialistes, si n'obtient pas la place pour le second tour, vont demander le vote pour Fillon, mais la grande disjonctive c'est si les votants conservateurs vont faire la même chose (donner soutien à Hollande) ou ils préfèrent voter au Front National s'ils n'obtiennent pas la place pour aller au second tour.

Le système électoral espagnol a des législatures plus courtes et processus d'investiture plus complexes car un candidat besoin des accords entre diverses options. L'idée qui est claire est qu'autant dans le cas espagnol comme dans le cas français, les votants sont chaque fois plus fatigués des partis traditionnels et ils cherchent nouveaux partis avec nouvelles propositions et alternatives.

7. CONCLUSION

On va conclure ce travail en démontrant l'hypothèse que nous avons-nous posé aux débuts sous l'effet direct d'une crise économique globale en un changement de gouvernement ou en une modification en la tendance aux pays analysés.

Si on récapitule, on a dit qu'une crise économique globale est, par définition, cette récession économique avec données de réduction du Produit Intérieur Brute, un apogée du chômage et dysfonctions dans la dette qu'affecte à plusieurs pays et qu'elle est provoquée par une même cause. Alors, on a choisi trois crises économiques qui s'ajustent clairement à ce concept, comme sont la Crise du Pétrole de 1973, la Crise du Système Monétaire Européen de 1993 et la Crise financière qui commença l'année 2007.

Selon la définition politique, un changement au gouvernement ou en la tendance du panorama politique d'un pays est une situation qui s'est produite depuis une des deux possibilités suivantes. La première est que le gouvernement et le parti qui l'appui perdent les élections suivantes à la crise, que ce soit parce que l'électorat les donne la culpabilité de la même où parce qu'ils n'ont su comme gérer cette récession et comme conséquence, une alternative différente à la tête de l'administration de l'État s'installe. La seconde, un changement clair en la tendance politique se peut considérer quand, bien que ne changer pas la couleur politique de l'administration se produise un changement très significatif des appuis de la population au gouvernement existant ou bien, maintenant la même couleur politique, ils doivent changer le président comme façon visible de ce gouvernement.

À l'introduction, on s'est posé la suivant problématique : est-ce qu'une crise économique globale peut faire changer le comportement électoral de leurs respectives populations ?

Dans les six cas analysés, se confirme la thèse. En la majorité des cas il y a eu changements de gouvernement, avec deux notes singulières. La première est qu'en 1975, en Espagne, la crise économique, même que n'être pas l'unique cause, si qu'aide à faire prendre conscience à la société d'un changement de régime politique. La seconde, qu'en France, en 1974, malgré que le parti conservateur se maintient au pouvoir, l'appui socioélectorale de cette option a souffert une descente considérable, en mettant en crise la stabilité de la République il fait vingt années, et jusqu'à présentant un candidat nouvel, plus modéré que ses prédécesseurs.

Par contre, dans les autres cas, l'influence de l'économie au comportement électorale ne laisse pas aucun doute. En Espagne, avec la Crise du Pétrole, s'est produit un changement de régime. Avec la Crise du SME, le gouvernement change après de quatorze années et une majorité conservatrice est établie. Pendant la même récession, la France, après de quatorze années de présidence socialiste, se passe à une administration conservatrice en 1995. Et avec la troisième crise globale, qu'a commencée en 2008 à effets pratiques, le gouvernement socialiste est chuté en Espagne, en laissant le pouvoir à la majorité absolue des conservateurs, et en France, en 2012, les dix-sept années de gouvernement conservateur finissent pour commencer une nouvelle législature avec un socialiste à la tête.

En l'actualité, et malgré que les données macroéconomiques aient commencé à remonter, la France et l'Espagne sont encore en train de souffrir cette crise globale. Ce fait provoque que les changements au temps puissent continuer. Dans le cas espagnol, on a vu clairement comme en 2015, la majorité absolue des conservateurs est perdue en deux occasions. Le parti qu'aurait commandé le changement, les socialistes, est en train de passer une crise interne sans précédents, et ces faits ont fait naître à nouvelles formations politiques qui, probablement, vont se convertir en une alternance de gouvernement à courte place. Dans le cas français, les conséquences de cette

crise se notent en la perte de support des maximes responsables de chaque un des partis majoritaires. Au parti conservateur, celle qui a été le président de la République, n'obtient ni place pour les primaires, et dans le cas du parti de gouvernement, l'actuel Président, qui sans doute pourrait opter à la réélection, annonce qu'il ne se présentera pas par le manque de support en toutes les enquêtes. Ces mêmes enquêtes établissent que le parti d'extrême droite, le Front National, pourrait passer sans difficultés le crible du premier tour.

Il a été une investigation exhaustive, dense, constante et n'exempte pas de difficultés. Comme il s'agit d'une analyse d'actualité, je me suis trouvé avec la difficulté de l'inexistence de manuels et bibliographies exhaustives. J'ai dû chercher en presse et informes techniques obtenus d'internet. Sans cet outil, il n'aurait pas eu possible ni se poser ce travail de recherche. L'actualité a marqué aussi les conclusions à la fin de ce travail puisqu'on a été en attente pendant les derniers mois et les dernières semaines de la réalité changeant en la politique espagnole et française, parce que l'Espagne n'a pas établi un gouvernement jusqu'au novembre de cette année et en France, les partis sont en train de choisir leurs candidats pour les comices qui se vont célébrer le printemps de 2017.

8. SOURCES D'INFORMATION

8.1. Bibliographie

Anduiza, E., Bosch, A. *Comportamiento político y electoral*. Ed. Ariel. Barcelona, 2004.

Aubet, M. J. *Ciudadanía y representatividad: Los sistemas electorales en Europa*. Ed. Bellaterra. Barcelona, 2000

Bardina, X., Farré, M., López-Roldán, P. *Estadística : un curs introductori per a estudiants de ciències socials i humanes. Volum 2 : Descriptiva i exploratòria bivariant. Introducció a la inferència*. Ed. Universitat Autònoma de Barcelona. Servei de publicacions. Barcelona, 2004

Betrán, C., Cubel, A., Pons, M^a A., Sanchís, M^a T. *La España democrática. Economía. (1975-2000)*. Ed. Síntesis. Madrid, 2010

Bosch, A. *Guia del sistema electoral*. Ed. Universitat Autònoma de Barcelona. Servei de publicacions. Barcelona, 2004

Farré, M. *Estadística : un curs introductori per a estudiants de ciències socials i humanes. Volum 1 : Descriptiva i exploratòria univariant*. Ed. Universitat Autònoma de Barcelona. Servei de publicacions. Barcelona, 2004

Goodin, R.; Klingemann, H. *Nuevo manual de Ciencia Política*. Ed. Istmo. Madrid, 2001

García, M. *La monarquía parlamentaria española. Temas claves de la Constitución española*. Ed. Tecnos. Madrid, 1994

Hopkin, J. *El partido de la transición. Ascenso y caída de la UCD*. Ed. Acento. Madrid, 1999.

Iglesia, A. de la , Vidal, C. *Nociones básicas sobre partidos políticos y elecciones*. Ed. Eunsa. Pamplona, 1994.

Llopis, E., Maluquer, J. *España en crisis: las grandes depresiones económicas, 1348-2012*. Ed. Pasado y presente. Barcelona, 2013

Lijphart, A. *Las democracias contemporáneas*. Ed. Ariel. Barcelona, 1991

Tusell, J. *Historia de España en el Siglo XX*. Ed. Santillana. Madrid, 1998

Villalonga, J. L. de. *Franco y el Rey. La espera y la esperanza*. Ed. Plaza Janés. Barcelona, 1998

8.2. Textes légaux

Espagne. Constitution de 1978. 6 décembre 1978.

Espagne. Règlement de la Chambre des députés [document en ligne]. Madrid, 1982. Disponible au :
http://www.congreso.es/portal/page/portal/Congreso/Congreso/Hist_Normas/No_rm/reglam_congreso.pdf

Espagne. Règlement du Sénat [document en ligne]. Madrid, 1994. Disponible au : <http://www.senado.es/web/conocersenado/normas/reglamentootrasnormassena.do/index.html>

France. Constitution de la Vème République Française, 4 octobre 1958.

France. Règlement de l'Assemblée Nationale [document en ligne]. Paris, 1958. Disponible au : http://www.assemblee-nationale.fr/connaissance/reglement_2015_01.pdf

France. Règlement du Sénat [document en ligne]. Paris, 1958. Disponible au : https://www.senat.fr/reglement/reglement_mono.html#toc0

8.3. Institutions publiques

Espagne. Conseil Général du Pouvoir Judiciaire. http://www.poderjudicial.es/cgpi/es/Poder_Judicial

Espagne. Institut National de la Statistique. <http://www.ine.es/>

Espagne. Ministère de l'Économie, de l'Industrie et Compétitivité. <http://www.mineco.gob.es/portal/site/mineco/>

Espagne. Ministère de l'Intérieur. <http://www.interior.gob.es/>

Espagne. Ministère d'Occupation et Sécurité Sociale. <http://www.empleo.gob.es/index.htm>

Espagne. Présidence du gouvernement. <http://www.lamoncloa.gob.es>

France. Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable. <http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/>

France. Institut National de la Statistique et des Études Économiques. <https://www.insee.fr/fr/accueil>

France. Ministère de l'Intérieur. <http://www.interieur.gouv.fr/>

France. Ministère de Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social. <http://travail-emploi.gouv.fr/>

France. Présidence de la république. <http://www.elysee.fr/>

Union Européenne. Direction générale de la Commission Européenne de la statistique. <http://ec.europa.eu/eurostat>

8.4. Articles et documents en ligne

BÉGUÉ, J. *Le recensement de 1968 : premiers résultats de sondage au 1/20. Répartition de la population active par activités économiques et par catégories socio-professionnelles* [article en ligne]. Economie et statistique. Paris, 1969. [Date de recherche : 6 avril 2016]. http://www.persee.fr/doc/estat_0336-1454_1969_num_2_1_1794

LE MONDE. *Économie, société et culture en France, depuis la fin des années 1950* [article en ligne]. Paris, 2011. [Date de recherche : 6 avril 2016].

<http://www.lemonde.fr/revision-du-bac/annales-bac/histoire-terminale/economie>http://www.lemonde.fr/revision-du-bac/annales-bac/histoire-terminale/economie-societe-et-culture-en-france-depuis-la-fin-des-annees-1950_t-hrde129.html[societe-et-culture-en-france-depuis-la-fin-des-annees-1950_t-hrde129.html](http://www.lemonde.fr/revision-du-bac/annales-bac/histoire-terminale/economie-societe-et-culture-en-france-depuis-la-fin-des-annees-1950_t-hrde129.html)

POTTIER, J. Une crise qui rappelle celle de 1992-1993 [article en ligne]. Paris, 2011. [Date de recherche : 26 aout 2016].

<http://www.challenges.fr/monde/20100211.CHA7132/commentaire-une-crise><http://www.challenges.fr/monde/20100211.CHA7132/commentaire-une-crise-qui-rappelle-celle-de-1992-1993.html>

MUET, P. La récession de 1993 réexaminée [article en ligne]. Paris, 1994. [Date de recherche : 5 septembre 2016]. http://www.persee.fr/doc/ofce_0751-6614_1994_num_49_1_1363

SÁNCHEZ, A. *Crisis económica de 1993: algunos aspectos destacados* [article en ligne]. Madrid, 2010. [Date de recherche : 5 septembre 2016].
<http://www.finanzas.com/crisis-economica-de-1993-algunos-aspectos><http://www.finanzas.com/crisis-economica-de-1993-algunos-aspectos-destacados>

VÁZQUEZ, G. La crisis del Sistema Monetario Europeo (1992-1993): ¿crisis financiera o crisis de políticas de cooperación monetaria? [Article en ligne]. UCM. Madrid, 2007. [Date de recherche : 15 septembre 2016].
<http://pendientedemigracion.ucm.es/info/audesco/dt/wp0702.pdf>

CALISH, C. La evolución de los salarios reales en Occidente desde la última crisis [article en ligne]. El Economista. Madrid, 2016. [Date de recherche : 21 septembre 2016].

<http://www.eleconomista.es/economia/noticias/7783637/08/16/La-evolucion-de-los-salarios-reales-en-Occidente-desde-la-ultima-crisis.html>

Europe 1 ; Paris Match ; Public Sénat. *Premier tour de l'élection présidentielle 2012 : profil des électeurs et clés du scrutin* [article en ligne]. FIDUCIAL, Paris, 2012. [Date de recherche : 25 septembre 2016].

http://www.ifop.com/media/poll/1848-1-study_file.pdf

JAXEL-TRUER, P. Le profil des électeurs de François Hollande et Nicolas Sarkozy [article en ligne]. Le Monde. Paris, 2012. [Date de recherche : 25 septembre 2016].

http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/05/07/le-profil-des-electeurs-de-francois-hollande-et-nicolas-sarkozy_1696811_1471069.html

MINISTÈRE D'OCCUPATION ET SÉCURITÉ SOCIALE. *Evolución de contratos totales, indefinidos y temporales según variación mensual y anual. Últimos 10 años*. [Document public en ligne]. Madrid, 2016. [Date de recherche : 10 octobre de 2016].

https://www.sepe.es/contenidos/que_es_el_sepe/estadisticas/datos_avance/pdf/contratos/serie_contratos.pdf

JORRÍN, J. *Radiografía del empleo: España es el país con más contratos temporales de la eurozona* [article en ligne]. Madrid, 2016. [Date de recherche :

12 octobre 2016].

http://www.elespanol.com/economia/20160302/106489707_0.html

BOLAÑOS, A. La deuda de las empresas y familias baja al 182% del PIB [article en ligne]. Madrid, 2015. [Date de recherche : 12 octobre 2016].
http://economia.elpais.com/economia/2015/07/21/actualidad/1437504813_942954.html

8.5. Webgraphie

ASSEMBLÉE NATIONALE FRANÇAISE

Information du fonctionnement de la chambre basse française

[Date de recherche: 5 mars 2016]. Disponible au :
<http://www.assembleehttp://www.assemblee-nationale.fr/nationale.fr/>

SÉNAT FRANÇAISE

Information du fonctionnement de la chambre haute française

[Date de recherche: 5 mars 2016]. Disponible au :

<http://www.senat.fr/>

AMBASSADE FRANÇAISE EN ESPAGNE

Information des relations bilatérales entre les deux pays

[Date de recherche: 5 mars 2016]. Disponible au :
<http://www.ambafrancehttp://www.ambafrance-es.org/-Francais-es.org/-Francais->

ÉLECTIONS À L'UE

Information de comment se développent les processus électoraux en France et Espagne

[Date de recherche: 5 mars 2016]. Disponible au : <http://elections-enhttp://elections-en-europe.net/institutions/elections-en-france/europe.net/institutions/elections-en-france/>

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Information du fonctionnement de la chambre basse espagnole

[Date de recherche: 5 mars 2016]. Disponible au : <http://www.congreso.es/portal/page/portal/Congreso/Congreso>

SÉNAT DE L'ESPAGNE

Information du fonctionnement de la chambre haute française

[Date de recherche: 5 mars 2016]. Disponible au : <http://www.senado.es/web/index.html>

HISTOIRE DE LA CRISE DU PÉTROLE DE 1973

Page d'information de la Crise du pétrole de 1973 [Date

de recherche: 27 mars 2016]. Disponible au :

<http://empleospetroleros.org/2012/11/15/historia-la-crisis-del-petroleo-de-1973/>

GUERRE DU YOM KIPPOUR - 6 OCTOBRE 1973

Blog d'information de la Guerre du Yom Kippour [Date

de recherche: 27 mars 2016]. Disponible au :

<https://www.idfblog.com/spanish/guerra-de-yom-kipur-6-de-octubre-de-1973/>

ÉVÉNEMENTS MAI 1968

Information des évènements et des soulèvements universitaires de mai 1968 en France

[Date de recherche: 3 avril 2016]. Disponible au :

http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/%C3%A9v%C3%A9nements_de_mai_1968/131140

LES TRENTE GLORIEUSES

Blog d'information de la période des Trente Glorieuses

[Date de recherche : 19 avril 2016]. Disponible au :

<http://licese.blogspot.com.es/2011/10/los-treinta-gloriosos.html>

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Page d'information de l'évolution économique des pays de la OCDE depuis 1945 jusqu'à l'année 2000.

[Date de recherche : 2 mai 2016]. Disponible au :

<http://www.artehistoria.com/v2/contextos/3245.htm>

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE DEPUIS 1973

40 ans de « crise » : manipulation ou paresse intellectuelle ? [Date de recherche : 22 mai 2016]. Disponible au :

<http://rue89.nouvelobs.com/2014/05/04/quarante-ans-crise-manipulation><http://rue89.nouvelobs.com/2014/05/04/quarante-ans-crise-manipulation-paresse-intellectuelle-251935>

REFERENDUM DE LA RÉFORME POLITIQUE EN ESPAGNE

Page de la Chambre des députes avec les résultats officielles. [Date de recherche : 29 juin 2016]. Disponible au :

http://www.congreso.es/consti/elecciones/referendos/ref_r_p.htm

COMPILATION DES DONNÉES ÉCONOMIQUES ESPAGNOLS

Page dans laquelle il y a tous les données macroéconomiques de l'Espagne pendant la crise de 2007. [Date de recherche : 21 juillet 2016]. Disponible au :

<http://javiersevillano.es/EPA.htm>

PACTES DE LA MONCLOA

Information des Pactes de la Moncloa. [Date de recherche : 21 juillet 2016]. Disponible au :

https://es.wikipedia.org/wiki/Pactos_de_la_Moncloa

CONSEIL D'ANALYSE ÉCONOMIQUE

Étude de la dynamique des salaires pendant la crise. [Date de recherche : 12 octobre 2016]. Disponible au :

<http://www.cae-eco.fr/IMG/pdf/CAE-note005-ES.pdf>

ÉVOLUTION DU CHÔMAGE EN FRANCE

Données macroéconomiques de France depuis 2007. [Date de recherche : 12 octobre 2016]. Disponible au :

<http://ecodata.economista.es/paises/Francia/Paro/>

DONNÉES MACROÉCONOMIQUES ESPAGNOLES

Compilation des données macroéconomiques de l'Espagne pendant la Crise financière de 2007. [Date de recherche : 12 octobre 2016]. Disponible au :

<http://www.datosmacro.com/>

CONTRATS TEMPORAIRES EN ESPAGNE

Page du Ministère d'Occupation et Sécurité Sociale. [Date de recherche : 12 octobre 2016]. Disponible au :

<http://www.empleo.gob.es/es/informacion/contratos/>

8.6. Ressources linguistiques

Molas, I. *Diccionari dels Partits Polítics de Catalunya del segle XX*. Ed.

Diccionaris de l'Enciclopèdia. Barcelona, 2000

CONJUEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE

Disponible au : <http://leconjugueur.lefigaro.fr/>

DICTIONNAIRE LE PÉTIT ROBERT

Disponible au : <http://www.lerobert.com/>

DICTIONNAIRE LE TRÉSOR DE LA LANGUE FRANÇAISE INFORMATISÉ

Disponible au : <http://atilf.atilf.fr/>

ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE

Disponible au : <http://www.larousse.fr/>

TRADUCTEUR ESPAGNOL – FRANÇAIS

Disponible au : <http://www.wordreference.com/>